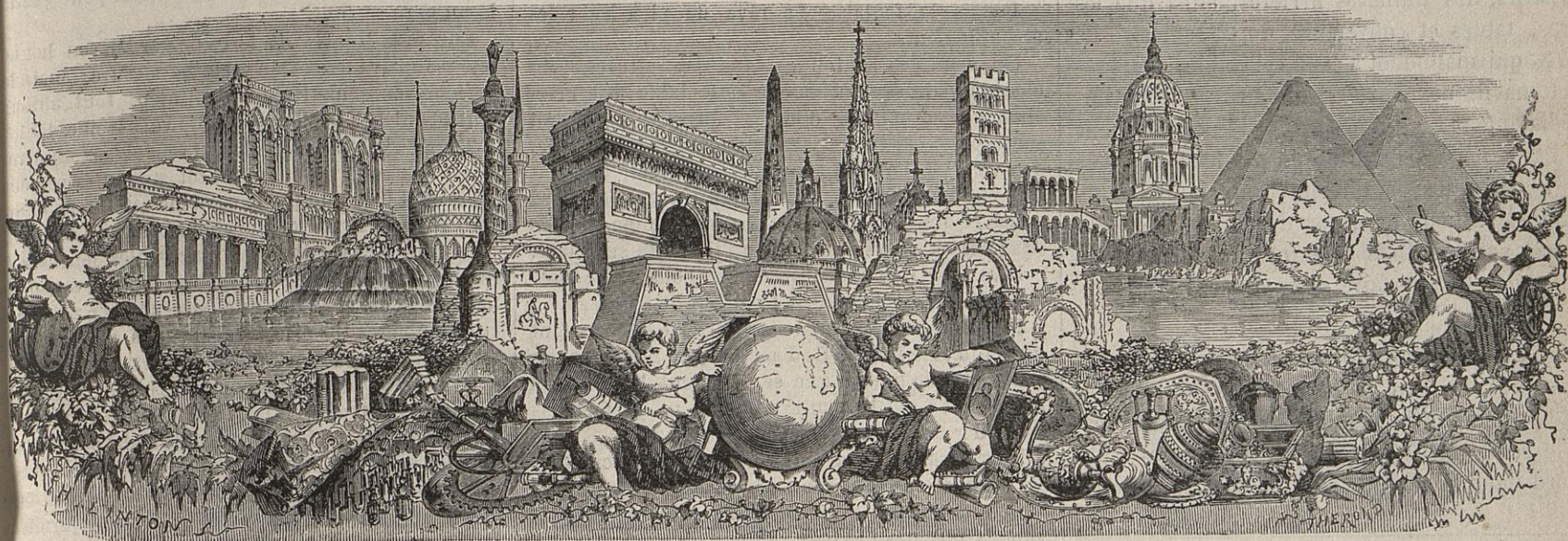


LE MONDE ILLUSTRÉ

JOURNAL HEBDOMADAIRE



ABONNEMENTS POUR PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Un an, 21 francs; — Six mois, 11 francs; — Trois mois, 6 francs.

Le numéro : 35 c. à Paris — 40 c. dans les gares de chemins de fer.

Tout numéro demandé quatre semaines après son apparition sera vendu 40 c.

Le volume semestriel : 11 fr. broché. — 16 fr. relié et doré sur tranche.

LA COLLECTION DES 26 VOLUMES : 281 FRANCS.

Directeur, M. PAUL DALLOZ.

BUREAUX DE VENTE ET D'ABONNEMENT

9, RUE DROUOT, OU 13, QUAI VOLTAIRE

15^e Année. N^o 726. — 41 Mars 1871

DIRECTION ET ADMINISTRATION

13, QUAI VOLTAIRE

Toute demande d'abonnement non accompagnée d'un bon sur Paris ou sur la poste, toute demande de numéro à laquelle ne sera pas joint le montant en timbres-poste, sera considérée comme non avenue. — Toute réclamation, toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée d'une bande imprimée. — On ne répond pas des manuscrits envoyés.

Administrateur, M. BOURDILLIAT.



PARIS, 3 MARS. — La population de Paris brûlant, aux abords de l'Arc-de-Triomphe, les derniers vestiges de l'occupation. — (D'après nature, par M. Vierge.)

AVIS A NOS ABONNÉS

Les communications étant sur le point d'être rétablies régulièrement, nos abonnés recevront chaque semaine avec le numéro du jour, un ou plusieurs des numéros arriérés, ainsi que les titres, tables et couverture du 2^e semestre de 1870, qui manquent à leur collection. Nous regrettons de ne pouvoir leur faire parvenir immédiatement ces numéros que l'investissement de Paris nous a forcé de ne pas leur adresser en temps utile; la difficulté que nous avons éprouvée à nous procurer du papier en est la cause, nous faisons tout ce qui dépend de nous pour les satisfaire promptement.

Ceux de nos souscripteurs dont l'abonnement est expiré, ce dont ils peuvent s'assurer par la date portée sur la bande d'adresse, sont priés de le renouveler, s'ils ne veulent éprouver de retard dans la réception du journal.

COURRIER DE PARIS

L'étrange Paris que le Paris du commencement de mars 1871!

A coup sûr, quand toutes ces choses seront loin de nous, personne ne voudra plus croire à ce que nous avons en ce moment sous les yeux. L'oubli sera venu d'un côté, les exagérations de l'autre. Entre les deux, il ne restera plus de place pour la vérité.

Ne fût-ce que pour servir de document aux historographes futurs, un croquis fidèle de ce Paris nous paraît avoir un intérêt incontestable. Pour la première fois, d'ailleurs, le *Monde illustré* va franchir les lignes qui l'emprisonnaient, et la province sera curieuse de savoir, en attendant qu'elle puisse voir.

Ajoutons que le Parisien lui-même ne connaît pas sa ville et ignore les trois quarts des menus incidents qui se produisent.

Et de fait, il est singulièrement malaisé de se débrouiller au milieu de ce chaos, qui s'appelle pour le quart d'heure la capitale de la France. Hier, c'était un camp, aujourd'hui...

J'avoue qu'aujourd'hui je serais bien embarrassé de donner une définition. Ce n'est plus la vie militaire, ce n'est pas la vie civile: c'est l'agitation et c'est en même temps la torpeur.

C'est l'oisiveté, hélas!... L'oisiveté!

Ah! jamais exemple ne démontra plus clairement tout ce qu'il peut tenir de tristesses, de laideurs, d'entraînements fatals, de vices latents dans ce mot-là.

Oisiveté forcée pour beaucoup, nous le savons trop bien!... Les ateliers sont lents à rouvrir leurs portes; la renaissance se fait attendre plus qu'on ne l'avait supposé; la vie commerciale et industrielle ne se ranime pas; de son côté, la vie militaire est pour ainsi dire suspendue.

Cruelle transition! périlleux défilé à franchir!

~~~~~ Tout ce qu'on rencontre et coudoie au milieu de ce tohu-bohu est bizarre et inattendu.

Là-bas, ou plutôt là-haut, du côté de Montmartre, une place de guerre improvisée au lendemain de la paix.

Au versant de la butte qui regarde Paris, des canons sont braqués, la gueule tournée vers la pauvre ville qui vient à peine d'échapper au bombardement. L'impression qu'on ressent à cet aspect est sinistre.

C'est comme un rappel des Prussiens!...

Mieux vaut un autre spectacle.

A la Bastille derniers échos de la semaine précé-

dente, dernières processions civiques. Une couronne attardée par-ci par-là, des banderolles flottant tout autour du monument. Un épilogue.

A la place des Vosges, autres canons, autres factions. Passons encore.

Dans le voisinage des Halles et principalement rue Turbigo et boulevard de Sébastopol, foire perpétuelle et invraisemblable.

Jamais la fantaisie ne rêva de plus hybrides accouplements.

On vend des pantoufles dans des voitures et du charbon dans des hottes. Sur cette table une marchande à la toilette, dont le commerce périssait sans doute, offre aux passants des morceaux d'étoffe, des vieilles dentelles, des soieries fanées, pendant que sur des tréteaux tremblants un gros gaillard face réjouie, le couteau à la hanche, coupe et taille dans des quartiers de viande qu'il débite sur place.

Plus loin une charrette de jambons et de saucisses, le tout rehaussé de branches de feuillage.

Plus loin encore, sur le trottoir, des enfants font un commerce inédit. Ils disposent en petits tas des fragments de tourbe que se disputent les pauvres ménagères à qui leur mince budget ne permet pas d'aborder un autre procédé de chauffage.

Puis à travers ces grouillements, ces housculades, ces étalages en plein vent, ces appels à la pratique, des mendiants qui vous obsèdent, des râcleurs de violons qui nasillent au milieu d'un groupe des couplets de circonstance.

J'en ai entendu un qui chantait un complainte intitulée: *Vive la paix!*

Il n'avait pas perdu de temps, le gaillard.

~~~~~ Si vous aimez les contrastes, suivez-moi maintenant dans une autre direction.

Nous voici au Jardin des Plantes.

A travers les grilles qui regardent le pont d'Austerlitz un tableau tout différent s'offre à vous. Tableau lugubre! Tableau lamentable!

Ils sont là des douzaines, assis ou cheminant péniblement. Tous les uniformes sont représentés. Toutes les douleurs aussi.

L'amputé se traîne sur des béquilles dont il n'a pas encore pris l'habitude. Le manchot contemple avec une rage muette son moignon mutilé. Le févreux pâle, blême, verdissant, se pâme accablé de fatigue sous les rayons d'un soleil qui ne parvient pas à le réchauffer.

C'est le terrible reliquat de la guerre que vous avez devant les yeux.

C'est le passif des misères passées dont les ambulances du Jardin des Plantes offrent des spécimens trop variés.

~~~~~ Pendant ce temps-là, à quelques mètres, on rit, on joue, on s'amuse.

Les ébats scandaleux commencent à la barrière Fontainebleau pour se prolonger sur toute la rive gauche, le long des boulevards, en plein jour.

C'est là qu'elle apparaît dans toute sa laideur, cette oisiveté dont je parlais tout à l'heure. Ils apparaissent aussi dans leur cynisme ceux qui l'exploitent à leur profit.

Un colossal tripot s'est installé là. Tripot où l'on joue à ciel découvert les jeux les plus biscornus, avec ce seul détail invariable, à savoir que l'argent des joueurs finit toujours par passer dans la poche du banquier.

On est vraiment écœuré à l'aspect de ces groupes panachés d'uniformes, de paletots, de blouses, du milieu desquels sortent des rumeurs malsaines: Imprécations de joueur qui a perdu, appels réitérés de celui qui tient la partie, lazzi grossiers.

On pense à la maison où la mère de famille attend en pleurant de quoi acheter le pain quotidien de la famille; ce pain qui est déjà perdu, hélas!

Il faut leur rendre cette justice, les tripoteurs qui amorcent les dupes, déploient une ingéniosité et une fécondité remarquables. De cent pas en cent pas c'est un jeu différent.

Dans ce premier groupe c'est une sorte de *passé-dix*.

Chaque joueur jette successivement à terre trois dés, dont les points sont additionnés. Cinq pour cent reviennent de droit à l'homme qui préside à ces joyeux ébats.

Cinq pour cent également à celui qui fournit les boules et les cartons du loto en plein air. Ici on est assis à la turque sur le bitume. Un tableau de genre tout fait. Dumanet et Grivet sont des assidus du loto. Des marins, des mobiles, des ouvriers y prennent part. On marque avec des cailloux, et il faut voir comme toutes les oreilles sont tendues, comme toutes les têtes sont penchées pour guetter le numéro sortant.

Encore le loto est-il forcé de garder son honnêteté primitive dans une certaine mesure; mais les variétés de roulettes qui pullulent tout autour! Quelle odieuse tricherie! quelle volerie éhontée!

Tantôt c'est une aiguille qui tourne sur un pivot, tantôt ce sont des dés, tantôt un autre procédé. Mais en fin de compte le système est le même. Sur huit chances le marchand en paye cinq et en a trois pour lui. Il se fait ainsi d'agréables journées de quatre-vingts et cent francs, rien qu'avec des pièces de deux sous. Et dans quelques-unes de ces agences éphémères les pièces de dix sous, de vingt sous et de cent sous se mettent de la partie.

Comme de raison, les compères qui entourent ces flibustiers ont pour mission d'étouffer toute réclamation et d'empêcher un passant clairvoyant d'ouvrir les yeux des dupes.

En ma présence, un pauvre diable a failli être assommé par l'un d'eux, parce qu'il s'était permis de protester au nom de la morale.

La morale! ah! si vous aviez entendu comme on l'a habillée!

Ah! si vous aviez vu comme les joueurs se sont tournés contre lui! Et, s'il nous plaît, d'être volés! avaient-ils l'air de dire avec une sainte indignation.

On joue aussi dans ces parages un jeu d'une naïveté rudimentaire.

Imaginez une planche percée de trous. Chaque trou porte un numéro. On prend une boule de bois qu'on fait rouler à terre. Celui qui amène le plus haut point est le vainqueur. Toujours avec accompagnement de cinq ou dix pour cent au profit de l'exploiteur.

Cet étalage sans vergogne des spéculations faites sur la bourse du prolétaire appelle une prompte et sévère répression. Il est indigne de Paris de donner un pareil lendemain à sa résistance; il est indigne de la ville qui a fait tant de nobles choses de se laisser avilir, aux yeux des étrangers qui vont venir, par des exhibitions semblables.

C'est une question de salubrité morale qui vaut bien, ce me semble, les questions de salubrité matérielle.

~~~~~ A deux pas des scènes que nous venons de décrire, le point de vue change.

Toutes les avenues qui avoisinent les Invalides sont métamorphosées en un immense campement. Sous des centaines de tentes-abris, on aperçoit des soldats de toute arme dans l'intimité la plus pittoresque. Celui-ci écrit sur son genoux aux vieux parents ou à la payse; celui-là astique les boutons rouillés d'une tunique délabrée, ou reprise sur place un pantalon qui s'effondre.

Dans le milieu de la chaussée des monceaux de viande barrent le chemin. C'est la distribution. Deux soldats, les manches retroussées, découpent avec leur eastache d'énormes quartiers de cheval ou les déchiquètent à l'aide d'un merlin à fendre le bois. Tous les gamins du quartier font cercle; quelques commères pérorent.

— Je vous dis que ce n'est pas du bœuf.

— A quoi que vous voyez ça?

— C'est trop jaune.

— Pauvre gens!

— De quoi pauvres gens. Est-ce qu'ils ne peuvent pas manger du cheval aussi, on nous en a fourré assez.

— Non, pas assez.

— C'est juste, quand je pense qu'on nous faisait faire queue pendant des heures pour trente grammes!

— M'en parlez pas. Ils ont l'air joliment fatigués tout de même ces mobiles-là.

— On va les renvoyer chez eux.

— Jusqu'à ce qu'on en ait encore besoin; vous comprenez bien que tout n'est pas fini et que ces Prussiens de malheur...

— M'en parlez pas vous dis-je... Tiens qu'est-ce que c'est que ça ?

Ça, comme dit la commère, c'est un régiment qui arrive. Il faisait partie de l'armée de Chanzy et vient prendre possession de son casernement du Champs-de-Mars. Et la foule d'accourir pour voir défilier ces vaillants au visage bronzé, aux haillons glorieux dans leur misère.

L'un porte un sabre de cavalerie accroché à son sac, une dépouille sans doute, l'autre est affablé d'une capote verte de Prussien, un troisième, en guise de fusil est armé d'un mousqueton.

Le cœur se serre car on se rappelle. Et sans souffler mot public et soldats échangent des regards qui veulent dire :

— On se vengera.

— Un autre incident du jour c'est le départ des *moblots*.

Là encore que de tristesses ! L'encombrement des chemins de fer ne permettant pas de les transporter par les voies rapides, ils s'en vont pédestrement. Ils n'ont pas d'arme. Le sac sur le dos, un sac qui pèse lourd car on y a entassé maint souvenir qu'on voulait rapporter au village.

Ces bandes désarmées ressemblent plus à des troupeaux qu'à des troupes. Et c'est ainsi qu'il leur faudra, suprême épreuve, passer à chaque instant dans les villes ou les villages à travers des haies de Prussiens qui se gausseront.

À Saint-Denis c'est la grande distraction des envahisseurs. Il est profondément regrettable que l'on n'ait pas pu épargner aux mobiles cette angoisse dernière. Mais qui sait, il est peut-être utile que ce supplément d'humiliations s'ajoute à toutes les colères qui grondent préparant la revanche future.

— Ceux-ci s'éloignent, ceux-là reviennent.

L'heure de l'arrivée des trains est, dans les parages de la gare de l'Est et de la gare du Nord l'occasion de nouvelles scènes touchantes.

Nos prisonniers ont commencé à revenir de là-bas !

Jusqu'ici nous n'avons reçu que des officiers. Les amis et les parents qui n'ont pu être prévenus que d'une façon tout à fait insuffisante vont, à tous risques, attendre à plusieurs convois. Un galon d'or a brillé, est-ce lui ? On se presse, on s'embrasse.

— Avez-vous bien souffert ?

— Comme tu es changé !

— Nous aussi nous avons été bien malheureux !

— Pardon capitaine, vous ne pourriez pas me donner des nouvelles du colonel X...

— Il est mort de chagrin !

— Mort !... mon pauvre frère !

— Ainsi d'un bout à l'autre de Paris le kaleïdoscope multiplie les contrastes, tandis que dans les environs dévastés ont lieu les inventaires lamentables.

Cham, dans une de ses spirituelles caricatures représentait l'autre jour un monsieur, qui, une loupe à la main, scrutait anxieusement le sol ; au-dessous cette légende : *Cherchant sa maison de campagne*.

Cette fantaisie n'est que trop réelle pour beaucoup et ce sont là des douleurs auxquelles on ne pense pas assez. Il n'y avait pas dans la banlieue parisienne que les villas élégantes du riche ; il y avait aussi la maisonnette du brave homme dont c'était l'unique fortune. Toutes les économies d'une vie de labeur étaient représentées par ces quelques pierres que les obus ont culbutées.

Que de larmes !

Quant au paysan, il a sur plus d'un point ajouté malheureusement un triste chapitre au dossier des *bons villageois*. Il en est beaucoup qui ont leurs poches garnies de thalers, prix de services qui tous ne peuvent pas s'avouer.

En certains endroits aussi le maraudage local a profité de l'occasion et dévalisé les villas avant l'arrivée de l'ennemi.

C'était si commode :

— Nous dirons que ce sont les Prussiens.

Elle sera bien lugubre la villégiature de cette année !

— Cependant voici que se prépare un déménagement, un de plus à ajouter à tous ceux dont l'année 1871 a déjà été témoin, grâce aux Prussiens, qui n'ont donné que trop raison à celui qui

a proposé de remplacer dans l'almanach Gotha les mots *maison Hohenzollern* par *maison Bailly*.

Le déménagement en question est celui de l'Assemblée nationale qui va s'installer à Versailles, comme vous le savez.

Pour quiconque a connu la paisible cité Louis quatorzième, telle que l'avaient faite ces trente dernières années, quelles transformations depuis six mois !

Aujourd'hui ce qui était le quartier général du silence est devenu le centre des agitations et des fièvres.

Pendant cinq mois ce fut le torrent des envahisseurs qui gronda.

Les paisibles Versaillais, confinés dans leurs maisons, espéraient qu'ils allaient enfin pouvoir respirer à l'aise, et voilà qu'au moment où ils entrebâillaient timidement leurs portes et croisées on va leur expédier un nouveau colis d'angoisses et d'émotions.

Je connais un bon bourgeois, un brave commerçant, qui avait rêvé pendant toute sa vie de se retirer à la campagne pour déguster en repos ses modestes économies. Pendant vingt ans, il poursuivait ce cher idéal : vivre de ses petites rentes à Versailles.

Loin du bruit, loin du monde

Dans une paix profonde,

Comme on chante dans *Lallah-Rouck*.

Enfin au mois de juillet dernier il vendit son fonds. O bonheur. On emballa minutieusement tous les meubles. Madame présida aux préparatifs. On alla à la rue de Provence, le quartier le plus calme, dans une maisonnette avec jardinet. Quand tous les papiers furent collés, les allées ratissées, le mobilier mis en place l'excellent couple poussa un soupir de joie :

— Allons-nous être heureux ! allons-nous être tranquilles !

Ce cri était en date du 3 septembre. Le lendemain la Révolution éclatait, dix jours après les Prussiens campaient à Versailles et le digne ménage en avait vingt-trois à loger.

Depuis lors il n'a vécu qu'au milieu des roulements de canons, des cliquetis d'armes, des effervescences, le hasard l'ayant justement logé dans les environs de la maison où logeait M. O. de Bismarck.

Maintenant, pour le bouquet, les canons de là-bas promettent à ces bonnes gens des alertes quotidiennes, des révolutions permanentes de par le voisinage de l'Assemblée nationale.

Hier on m'a appris que le mari venait d'être conduit dans une maison de santé. Il est devenu fou.

— Peut-être s'est-il un peu trop dépêché de perdre ce qui lui restait de raison. Le danger n'est pas aussi imminent. Je sais bien qu'on objecte toujours les souvenirs de... 89 et années suivantes ; mais les temps sont changés et les localités aussi.

En ce temps-là entre Paris et Versailles c'était presque un désert. Aujourd'hui il y a, tout le long du chemin, des maisons et dans ces maisons une fois sur trois un cabaret.

Alexandre Dumas raconte, de la façon la plus comique, dans ses mémoires, l'expédition à laquelle il prit part et qui volait à la poursuite de Charles X. Ce qu'on laissa de monde en route est incalculable. Si je ne m'abuse les manifestations partant de Paris pour marcher sur le chef-lieu de Seine-et-Oise (j'entends les manifestations sans rime ni raison comme on en fait trop souvent, et non par les légitimes élans de colère populaire), auront de grandes chances de se démembrer en chemin vu les haltes de la soif.

De telle sorte que les traiteurs, qui finiront par en prendre l'habitude, diront à leurs chefs :

— Allons, chaud ! Allumez les fourneaux, on annonce une émeute de cent couverts.

— C'est la salle de théâtre qui servira de lieu de rendez-vous à nos Solon.

Une merveille que cette salle. La dernière fois qu'elle servit ce fut en l'honneur du roi d'Espagne. Il y avait représentation de gala. On avait requis toute la garnison pour suspendre des lanternes de couleur dans les grands arbres du parc.

Les uniformes chatoyaient, un cortège de diamants, d'épaules nues, de crachats, de panaches, traversa la grande galerie pour aller gagner la salle de spectacle ruisselante de lumières.

Où est le roi d'Espagne ? En exil.

Où sont ses hôtes ? En exil.

Où sont les soldats ? Prisonniers ou morts.

Où sont les invités qui paraissent dans les loges ? Tous dispersés.

Et nunc evulim i.

La vieille salle de théâtre de Versailles en contrastera comme cela plus d'un souvenir et plus d'une fête à ses nouveaux habitants. Souvenirs et fêtes qui ont tous abouti à des catastrophes.

Je me le rappelle, le théâtre du palais, tel qu'on le montrait aux visiteurs. Il était plongé dans une obscurité profonde (singulière façon de le faire voir). Un gardien entre-bâillait un volet, et on apercevait vaguement les galeries béantes et les dorures noircies.

On avait l'air de pénétrer dans un mausolée. Les réflexions venaient en foule à l'esprit ; tout le passé des splendeurs déchues revenait hanter ces parages mornes et sombres.

Messieurs les députés, vous rencontrerez les mêmes impressions au coin de chaque couloir. Vous ferez bien, je crois, de prendre garde pour que vos délibérations n'ajoutent pas un chapitre de plus aux ruines nationales.

— A Paris, autres genres de spectacles.

Toutes nos scènes de premier, de second et de troisième ordre ont rouvert ou vont rouvrir leurs portes.

Combien de problèmes à résoudre ?

D'abord, la question des subventions.

Seront-elles absolument supprimées ? Dans quelles conditions doivent-elles être maintenues ? Il faut bien le dire, les théâtres qui palpaient ces revenus agréables ont toujours été fort loin de remplir les devoirs que la libéralité publique leur imposait.

Les prétendus encouragements qui devaient être accordés aux jeunes gens par l'Odéon et le Théâtre-Lyrique, pour ne nommer que ceux-là, prenaient des directions inattendues et servaient, par exemple, à monter les œuvres de M. Wagner ou les drames des vétérans.

— J'ose espérer que nous ne reverrons plus ces facéties.

Autre point d'interrogation non moins épineux.

— Que va-t-on pouvoir jouer, à quel genre va-t-il falloir se vouer pour ramener le public ?

Si la presse ne se met pas en travers en protestant énergiquement dès le début, nous roulerons dans les mêmes bas-fonds de la cascade, et l'Europe nous méprisera, tandis qu'elle n'en est encore qu'à nous plaindre.

Mais, pour quoi remplacer ce qu'on supprimera ? A quelle corde demander le rire par exemple ?

J'avoue que je ne vois rien.

Quant au drame militaire, ce coup l'a achevé. Allez donc faire du chauvinisme avec couplets de facture sur l'air de *la Colonne*, allez donc faire rimer laurier et guerrier.

Positivement, il y a à créer tout un art nouveau qui élève, qui instruit, qui améliore.

Plus d'appels aux curiosités malpropres, aux mauvaises passions, aux instincts bêtes.

La tâche est de réformer tout ce qu'on exploitait naguère. Tâche difficile qui demanderait peut-être des hommes de génie. Il faudra bien se contenter des hommes de talent à qui nous souhaitons sincèrement de pouvoir la mener à bonne fin.

— Est-ce le général Chanzy qui, comme on nous le raconte, est l'auteur de la réflexion par laquelle nous terminerons ?

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle est spirituelle.

On causait de l'armée prussienne, de ses usages et particulièrement de l'habitude qu'elle a de remplacer le clairon par le sifflet pour les manœuvres.

— Il est vraiment étonnant, fit le général, que des gens qui aiment tant les pendules aient supprimé les sonneries !

PIERRE VÉRON.



PARIS, LE 28 FÉVRIER. — Le peuple conduisant à Montmartre les canons du parc de Wagram, pour les soustraire à l'ennemi. — (D'après nature, par M. Montbard.)

La garde nationale met ses canons en sûreté

A MONTMARTRE ET SUR LA PLACE DES VOSGES

La veille du jour où les troupes du pieux Guillaume de Prusse devaient entrer dans Hanovre, la capitale du royaume que ce monarque-Augusta volait à son bien-aimé parent, le roi Georges, on afficha sur tous les murs, par ordre du premier magistrat de la cité, un avertissement aux Hanovriens

les invitant à fermer le plus hermétiquement et le plus solidement possible tous les magasins, toutes les maisons.

L'invitation municipale était motivée. Les considérants de la proclamation ne parlaient ni du deuil de la patrie, ni d'affliction patriotique. C'était simplement un acte de haute prudence que le bourgmestre conseillait à ses administrés.

Cette affiche, désormais historique, peut se résumer en trois lignes :

Attendu que les Prussiens entrent demain dans la ville,

Attendu qu'il n'y a pas plus voleurs que les Prussiens,

Invitons les Hanovriens à mettre tout sous clef.

Les déménageurs de pendules, frustrés dans leur soif de pillage et ne pouvant l'assouvir en détail, se rattrapèrent en gros. Ils volèrent tout le royaume.

Les Parisiens, à qui était réservé, comme aux



PARIS, NUIT DU 28 FÉVRIER. — Les gardes nationaux gardant les canons amenés place des Vosges, hors de la portée de l'ennemi. — (D'après nature, par M. Lançon.)

Hanovriens, le dégoûtant spectacle de voir les Prussiens entrer en vainqueurs dans la ville, n'ont pas eu besoin d'un avertissement de M. Jules Ferry pour se garer de la rapacité allemande.

Estimant à leur juste valeur la décente probité de ces bandits embrigadés, la garde nationale de Paris a mis hors de leur atteinie les canons du parc de Wagram, trop voisin des quartiers abandonnés à l'occupation germanique. Les soldats du roi Guillaume n'auraient eu qu'à étendre un peu la griffe, et on sait si la tentation est forte chez eux de s'approprier le bien d'autrui !

Dès qu'ils apprirent que les Prussiens devaient entrer dans Paris, nos soldats citoyens forcèrent la consigne, s'attelèrent bravement aux

pièces et les amenèrent chaque bataillon dans son quartier respectif.

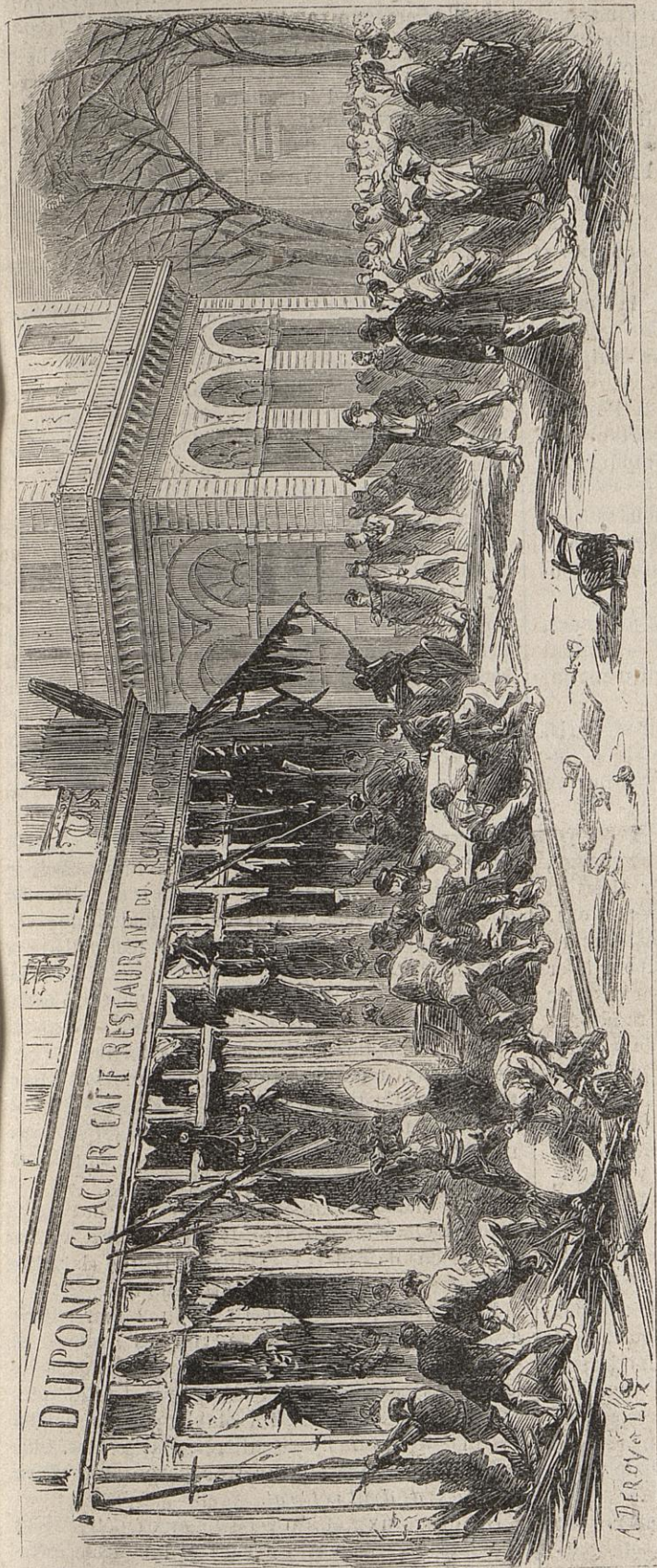
On forma des parcs d'artillerie à Montrouge, sur la place des Vosges, sur les hauteurs de Belleville et de Montmartre.

C'étaient tous canons de nouveau modèle et payés avec l'argent des souscriptions parisiennes.

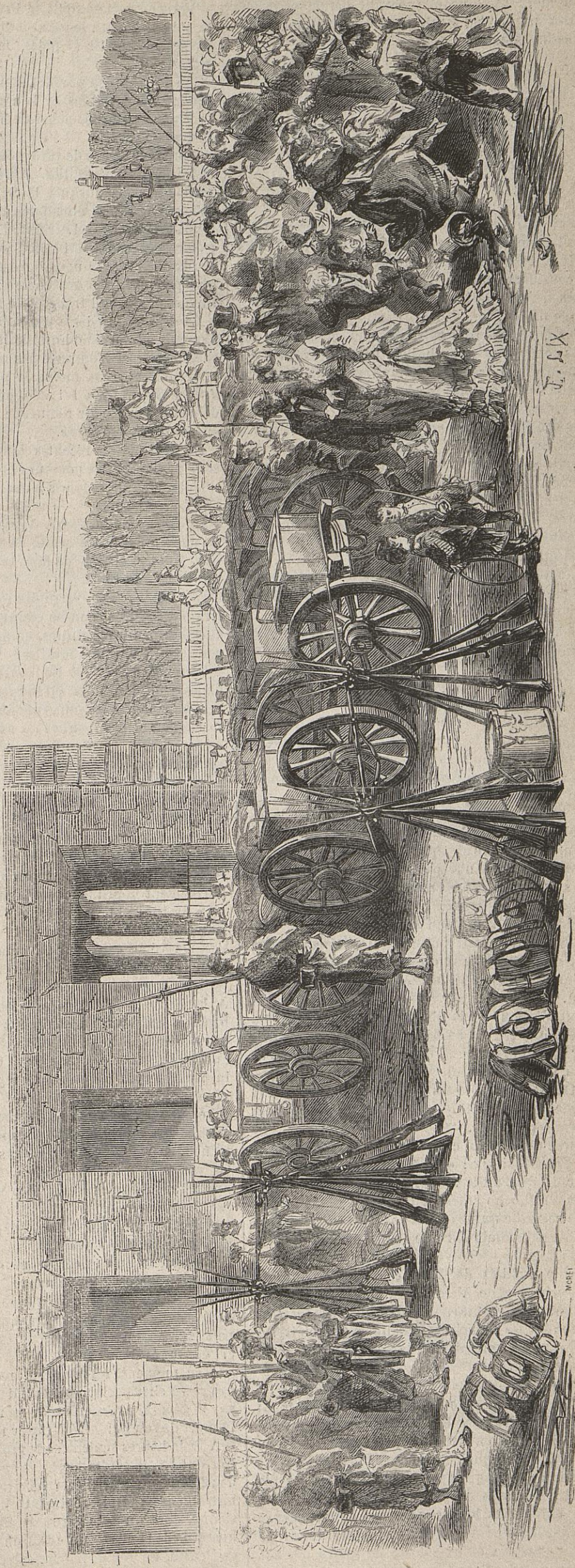
Les laisser prendre aux Prussiens tout luisants-neufs et quand ils ne demandent qu'à travailler contre eux ? Allons donc !

On les remisa du mieux qu'on put, on les abrita derrière des retranchements et des barricades, et on monta bravement la garde tout autour.

Chaque sentinelle tenait crânement son fusil serré, l'arme au bras, et ne quittait pas les pièces de l'œil.



PARIS, 3 MARS. — Sac du café du Rond-Point des Champs-Élysées, après le départ de l'ennemi, qui s'y était installé.



PARIS PENDANT L'OCCUPATION. — La barricade de la rue Royale, gardée par la troupe. — Démonstrations antiprussiennes.

A la moindre alerte elle relevait fièrement la tête et son air de défi semblait dire au roi de Prusse : Viens les prendre !

M. V.

LES PRUSSIENS A PARIS

LEUR SÉJOUR — LEUR DÉPART

Pour épargner à la France, à Paris une part des humiliations que lui réservait la Prusse, M. Thiers a fait valoir dans les négociations de Versailles, les considérations de l'avenir, les haines implacables qu'on allait soulever dans le cœur d'une grande nation.

L'empereur Guillaume n'a rien adouci de ses dures conditions et le chef du pouvoir exécutif de la République française a eu raison de dire à la tribune : « La victoire n'est pas toujours beaucoup plus sensée que la défaite. »

En s'entêtant à occuper Paris, le roi de Prusse a oublié cette leçon de grandeur humanitaire que Frédéric le Grand, ainsi que l'Europe l'avait surnommé, Frédéric l'Unique, comme l'appellent encore les Allemands enthousiastes, écrivait jadis au philosophe Voltaire : « Croyez-moi, un exemple de magnanimité persuade plus que tous les beaux préceptes qu'épale la tragédie. »

Le maître de M. de Bismark n'a voulu se souvenir que des duretés de Napoléon I^{er} envers Frédéric-Guillaume.

Il a tenu à faire de la France de 1871 la complice rétrospective du grand capitaine qui, dans une campagne d'un mois (du 8 octobre au 8 novembre 1806), avait battu les Prussiens à Iéna, à Auers-taedt, à Erfurth, à Halle, avait obligé de se rendre les places fortes de Spandau, de Stettin, de Lubeck, de Magdebourg. Il s'est trop rappelé l'entrée de Davoust à Berlin, sans avouer que cette gloriole militaire avait bien trouvé son pendant de compensation dans l'entrée à Paris des Prussiens en 1814 et en 1815.

Mieux inspirés, Guillaume et Bismark auraient dû comprendre que si, après le traité de Tilsitt, le rôle de la France n'a pas été ce qu'il aurait dû être, ses fautes et ses erreurs d'alors avaient été cruellement expiées par l'amoindrissement auquel la condamna le traité de Paris.

La modération était aujourd'hui de circonstance, et la Prusse sait mieux qu'aucun peuple qu'il n'est pas d'une bonne politique de pousser à bout une nation.

L'humiliation de la Prusse par Napoléon I^{er} a créé le ministère du baron Stein, le grand organisateur de la landwehr et des landsturm ; la ligue de la vertu (*le Tungenbund*), qui de Königsberg couvrit bientôt le pays de ses ramifications, préparant la régénération politique de l'Allemagne par sa régénération morale.

En quelques mois cette Prusse dont Napoléon disait avant Leipsig : « La Prusse a quatre millions cinq cent mille âmes ; elle pourra m'opposer quarante mille hommes dans deux mois et jamais plus de soixante-quinze mille : c'est peu de chose. » cette Prusse mettait sur pied deux cent cinquante mille soldats.

« Les pamphlets de Maurice Arndt, l'ami de Stein, écrit Eugène Véron, couraient dans toutes les mains ; les hymnes de Théodore Körner étaient dans toutes les bouches. Fichte enflammait ses auditeurs et les conduisait à la guerre sainte de la délivrance.

La Prusse n'était plus qu'un camp... Désormais, il ne suffira plus de battre une armée comme à Iéna ; il faudra, pour vaincre la Prusse, écraser tout un peuple décidé à combattre jusqu'à la mort et à ne laisser à l'ennemi que des cadavres. »

La haine patriotique avait armé tous les bras de cette nation écrasée par le César français. L'Allemagne entière se leva sous le cri de vengeance poussé par les généraux York et Blücher. L'Europe entière s'y associa et ce colosse de gloire qui eut nom Napoléon le Grand succomba sous les efforts désespérés de la coalition.

Voilà ce qu'accomplit la Prusse au lendemain de la paix de Tilsitt, le jour où le vainqueur d'Iéna lui fit par trop sentir le poids de son écrasante supériorité.

On n'a pas assez réfléchi peut-être au quartier général de Versailles et l'on ne s'est pas douté que la France humiliée pourrait bien un jour imiter la Prusse de 1812.

Après les traités de 1815 nous subissons les dures conditions de Versailles. Après nous avoir enlevé tous les pays jusqu'à la Sarre et les lignes de Wissembourg, on nous force à abandonner aujourd'hui l'Alsace et la Lorraine. En 1815, on nous fait payer sept cents millions, on exige cinq milliards en 1871. On nous impose l'occupation étrangère pendant trois ans encore, comme nous l'avait imposée le second traité de Paris.

La France, abaissée par la fortune, livrée à ses ennemis, abreuvée d'humiliations, désarmée, mutilée, garottée, n'en reste pas moins la France. Elle n'en conserve pas moins la pleine liberté de ces deux bras que Dieu lui a donnés, selon l'expression de de Maistre, pour remuer le monde : *sa langue et son esprit de prosélytisme.*

En dépit de ses récentes mutilations, la France, cette pépinière des penseurs hardis et des vaillants soldats, n'en possède pas moins ses trente-huit millions d'habitants.

Et l'on peut penser à Versailles et à Postdam qu'une nation de cet ordre, de cette importance, ne sera jamais capable de faire ce qu'accomplit la petite Prusse de 1807 !

La patience est la vertu des forts, et nous saurons être patients. Et l'on ne craint pas de nous prodiguer les insultes gratuites, de nous pousser à bout par des provocations inutiles !

Rien n'y a fait. Ni les conseils de la prudence, ni les considérations politiques, ni le sentiment des convenances les plus vulgaires, ce sentiment qui enseigne à ne pas insulter au vaincu.

L'empereur Guillaume a voulu occuper Paris, entrer dans la capitale que non lui, mais la famine, avait domptée ; il s'est obstiné à y entrer en triomphateur.

Piètre triomphe !

Ils sont entrés la peur au ventre. En campagne, et alors qu'ils opéraient pour rançonner villes et villages, ils ne prenaient pas plus de précautions. Décidément la prudence est la mère des Allemands.

Ce sont les uhlands qui ont été envoyés pour tâter le terrain. Dès le matin du 1^{er} mars, un cavalier s'est élancé au galop sur l'avenue de la Grande-Armée. Il a parcouru quelques centaines de mètres, jetant à droite et à gauche des regards inquisiteurs. À la hauteur de l'Arc-de-Triomphe, il a tourné bride et est revenu à son point de départ. Alors deux autres uhlands ont exécuté la même course, puis trois, puis cinq, puis dix. On a sondé les rues, inspecté toutes les avenues, regardé à chaque fenêtre.

Lorsque ce peloton de cavalerie, lancé à la découverte, a eu terminé son inspection et s'est convaincu, en voyant tous les magasins fermés, toutes les portes et tous les volets clos, que c'était dans une nécropole que l'armée allemande allait faire son entrée triomphale, le défilé a commencé.

À huit heures, un officier supérieur, escorté de uhlands, est arrivé devant l'Obélisque, pendant que l'avant-garde du 11^e corps prenait possession des Champs-Élysées et du palais de l'Industrie.

Un millier de Français qui se retiraient devant eux, cédant pas à pas le terrain que l'ennemi occupait sans résistance, accueillit les Prussiens par le cri de *vive la République !*

À ce moment, une femme, respectable par son âge et ses cheveux blancs, sort de la foule, s'avance sur le général prussien et lui reproche avec énergie la mort de son enfant. L'officier reste impassible.

À trois heures seulement le gros des troupes fait son entrée. Six régiments de chasseurs bavares, deux batteries d'artillerie bavaise, dont une de mitrailleuses ; trois régiments d'infanterie prussienne, dont un de la garde royale ; un escadron de hussards de la mort, un escadron de dragons bleus de Prusse, un régiment de uhlands bavares, 27 ou 28,000 hommes en tout.

Un très-nombreux état-major, savamment es-

corté par un détachement de cuirassiers blancs, marche en tête.

Ce corps d'armée fait le tour de l'Arc-de-Triomphe. Sur les gradins qui protègent le monument contre un bombardement possible, les Allemands peuvent lire, tracé à la craie en caractères d'un pied de hauteur, ce mot qui leur donne sans doute à réfléchir : VENGEANCE.

Les troupes prussiennes prennent leur cantonnement au palais de l'Industrie, au Cirque, à la rotonde des Panoramas et dans les maisons particulières des Champs-Élysées.

À quatre heures, le pavillon noir, blanc et rouge de l'Allemagne est hissé sur l'hôtel de la reine Christine. Au pourtour de l'Arc-de-Triomphe un parc d'artillerie est établi, deux pièces de canon sont braquées à l'entrée de chaque avenue et menacent l'intérieur de Paris.

L'occupation officielle prussienne est accomplie.

Les Allemands sont parqués, parqués est le mot, dans les lieux que leur abandonne momentanément la convention de Versailles.

L'ennemi victorieux est isolé le plus complètement possible.

Des barricades formées de caissons d'artillerie étaient élevées dans la rue Royale, la rue de Rivoli et sur le pont de la Concorde. Plusieurs détachements de troupes, ligne et gardes nationaux formaient un cordon sanitaire tout autour des quartiers occupés, dans lesquels la vie paraissait suspendue, car la circulation des voitures et des promeneurs avait cessé partout.

Un café qui tient l'angle du Rond-Point des Champs-Élysées, et de l'avenue Montaigne était resté ouvert malgré l'approche des Prussiens. Le jour et la nuit de l'occupation, les Allemands y ont largement bu notre pétillant Champagne. Mal en a pris au maître de l'établissement de cette complaisance coupable. La foule indignée s'est portée en masse sur ce café, a brisé les devantures, a fait irruption dans les salles, a mis à sac tables, glaces, verrerie et porcelaines. Il n'est pas resté une soucoupe entière.

Aussi pourquoi braver le deuil de tout un peuple ?

Le gamin de Paris n'a pas épargné les quolibets aux Allemands, surtout aux Bavarois laids, petits, vêtus d'un horrible capote verte déteinte, marchant mal, coiffés de vilains casques en cuir enguirlandés d'une sordide chenille noire. Ils formaient une véritable collection de caricatures et il n'en fallait pas tant pour exciter les lazzi parisiens : — « Viens donc voir les nouvelles bêtes du Jardin des Plantes, » criait à son ami un habitué des Funambules. — « As-tu un pain de seigle à jeter à ces ours ? » disait un autre. — « Tiens, regarde celui-là qui fume sa pipe de porcelaine illustrée, il a l'air plus bête que moi, et ce n'est pas peu dire. » — « Prenez garde à vos montres devant ces démenageurs de pendules » et ainsi toute la journée.

Un moment les musiques prussiennes ont voulu entonner leur air national. Il y a eu dans la foule une bordée de sifflets continus dont une clarinette allemande seule peut ne pas être étonnée.

Pendant la journée du 1^{er} et du 2 mars, Paris avait l'air d'une ville morte. Sur les boulevards, dans les rues, au centre de la ville comme dans les faubourgs, partout les magasins étaient fermés, les restaurants, les cafés, les établissements publics comme les maisons particulières, étaient clos. Plusieurs avaient inscrit sur leur devanture : *Fermé pour cause de deuil national.*

Des drapeaux noirs pendaient aux fenêtres et les passants traversaient les rues et les places, marchant vite et sans dire un mot.

Paris était sombre et digne dans sa douleur.

Mais ce qui était plus lugubre encore c'était l'aspect du boulevard dans la soirée, une fois la nuit venue. Les lampes à pétrole ne donnaient qu'une clarté blafarde. Aucun café, aucun magasin n'était éclairé. Les quelques promeneurs qui se hasardaient sur l'asphalte avaient l'air de larves se traînant dans la nuit.

Ah ! ce jour-là Paris n'était pas la ville des plaisirs, la grande Babylone que Guillaume-le-Pieux s'était mis en tête d'exterminer. C'était Jérusalem pleurant sur ses ruines ses enfants perdus et sa grandeur éclipsée.

Ces boulevards de la rive droite, boulevard des

Italiens et boulevard Montmartre, si bruyants, si resplendissants d'ordinaire, avaient l'aspect désolé de la voie des *sept douleurs*.

Si, ce jour là, M. de Bismark et son maître ont voulu se rendre compte de l'impression que produisait sur la population parisienne leur sottise occupation, et parcourir nos quartiers, si animés d'habitude, ils ont dû comprendre que sous cette sombre tristesse devait couvrir un sentiment qui n'était pas celui de l'admiration pour leur générosité de vainqueur.

Sur la rive gauche, que n'occupait pas l'armée prussienne et où on avait fait passer les mobiles et les soldats qui n'étaient pas indispensables à la garde des Allemands, les rues et les boulevards étaient au contraire encombrés par les uniformes militaires. Les jeunes soldats, tous attristés, indignés et frémissants la plupart, se promenaient par groupes, lançant, de temps à autre sur le quartier des Tuileries des regards qui auraient voulu percer l'ombre, pour y découvrir ces ennemis qui, dans les combats, s'étaient toujours terrés et cachés devant eux. Dans leur prétendu triomphe, ils n'ont pas le courage de se montrer. On a mis d'ailleurs bon ordre à leur forfanterie de vingt-quatre heures.

La ratification de l'Assemblée nationale les a surpris dans leur étalage de gloriole. Ils ont sali pendant deux jours les lieux où ils ont passé. Dans le plus aristocratique quartier de Paris, ils se sont conduits comme des goujats, eux qui venaient nous donner des leçons de civilisation.

Mais, avant tout, qu'ils apprennent la civilité puérile et honnête!

Ils sont partis! Enfin, depuis deux jours, deux siècles, les envahisseurs ont été forcés de nous délivrer de leur présence. Ils ont évacué vendredi les quartiers de la ville qu'on avait affectés à leur occupation.

Enfin, nous avons pu respirer.

Ce sont nos gendarmes qui leur ont fait la conduite, en attendant que la gendarmerie du monde entier se mette aux trousses de ces pillards de peuples.

Leur dernier escadron s'est fondu dans le brouillard. La foule les suivait, impatiente et difficile à contenir. Elle trouvait qu'ils ne s'en allaient pas assez vite.

Lorsqu'ils ont eu dépassé l'Arc-de-Triomphe, où se trouvaient encore quelques tas de paille et des boîtes de foin abandonnés par l'artillerie bavaoise, le public a voulu purifier l'air souillé par les Prussiens; il a mis le feu à cette paille et à ce foin, et une épaisse fumée a bientôt enveloppé le grand portique de nos gloires. Un chauvin, qui avait eu le soin de se munir d'une pelle rougie, a brûlé du sucre pour achever de chasser les miasmes allemands.

Partis! brûlons du sucre,

comme dit mon ami Monselet, dans sa *Chanson des créanciers*.

A leur sortie par la porte Maillot, les adieux de la population parisienne ont été plus significatifs encore. Dès que le dernier peloton a eu passé la poterne, le pont-levis s'est vivement et avec un fracas intentionnel relevé derrière eux, pendant que la foule, qui avait pris les remparts d'assaut, les accompagnait de huées, de sifflets, de quolibets. Les Parisiens ne les ont lâchés que lorsque le dernier grain de poussière soulevé par le pas de leur dernier cheval est retombé sur la terre.

Si c'est là ce que les Prussiens appellent triompher!...

MAXIME VAUVERT.

COMMENT ON RECEVAIT

UN EMPEREUR A METZ

EN 1473

Puisque la Prusse a parlé si fort de revendication à propos de nos malheureux départements de l'Est, suivons-la sur le terrain de l'histoire; voyons ce

qu'était Metz au xv^e siècle, sous la suzeraineté impériale.

L'empereur-roi Frédéric-Guillaume tient beaucoup moins qu'il ne veut le laisser croire à jouir des prérogatives échues alors à ses glorieux prédécesseurs, l'empereur Frédéric IV et l'empereur Maximilien.

Prenons un chroniqueur du temps, — celui-là ne peut être suspect, — et voyons comment les choses se passaient à l'époque qu'on évoque si imprudemment.

Notre chroniqueur s'appelle Jehan Aubrion. C'était un bourgeois de Metz qui, comme beaucoup d'autres bourgeois du moyen âge, notait au jour le jour ce qui se passait dans la ville. Il écrivit de 1463 à 1512, et son manuscrit original existe encore en Autriche, à la bibliothèque impériale de Vienne.

Or, voici comment Jehan Aubrion nous conte en 1474 la venue de l'empereur Frédéric. Je cite son texte, publié intégralement pour la première fois en 1857.

« Le vendredi (vendredi), X^e jour de septembre, « vinrent nouvelle sertenne (certaine) que l'empereur Fredrich volloit (voulait) venir en la cité. Et « incontinent, on se préparont (prépara) pour le « ressoire (recevoir) au muelx con poit (du mieux « qu'on put).

« Et fist on bairer sertenne (barricader certaines) « des rue d'aval la cité, pourtant (afin) que les gens « de l'emperour, ne aultr-s, ne puissent aller, ne « eulx bouler (ni se jeter) que par la plainne rue. « Et fist on bien venir 4,000 hommes de la Terre de « Metz pour garder la cité; dont il en y avait bien « 2,000, que collevreniés qu'abolitriés (coulevriers « niens et arbalétriers), et les fist on assamblar « en la court de Saint-Vincent.

« Et quant ils furent tous assemblés, chacun des « quatre seigneurs en prinrent mil (prirent mille) « et les menoit en certains lieux aval la cité, cachés « que nul ne les véoit (si cachés que nul ne les « voyait) en des grainges et des chancqueur (pres-soirs), et très-bien ordonnéz (et en très-bon ordre). « Et chacun desdits bonhomme avoit 2 escuson « (écussons) blan et noir pour leur enseigne (enseigne), signe de reconnaissance et n'atendoient aul-tre chose mais (sinon) que, s'on faixoit nose (si on « faisait noise), pour sallir hors (sortir dehors) et « pour garder la cité. Et aprez (ensuite) les com-munes gens (les gens du peuple) de la ville furent ordonnés; les aucuns de estre, toute les nuit, « une quantité à chacun quairefort (chaque carrefour) pour tousiours aperellier s'ons voit riens « (s'apprêter si on n'entendait rien); les aultres, sus « les murailles de nuit et de jour... Et le samedi « 18^e jour du moix de septembre, entret à Metz « l'empereur, à heure de 4 heure (heures) aprez « nonne (midi). Et estoient la porte Serpenoize, le « pont Rengmont, le pont Tieffroy, fermés, et les « pals avallés (herse descendues), et n'entroit on en « Metz que par 4 portes. »

Ainsi voilà de quelle façon l'empereur d'Allemagne était reçu dans sa bonne ville de Metz. On barricadait la plupart des rues, on fermait la moitié des portes, on armait et on tenait en réserve la garde nationale du temps, prête à tomber sur les visiteurs, si la sûreté et l'indépendance de la ville se trouvaient en péril. Est-ce bien là l'accueil fait par des sujets, et ne ressemblait-il pas plutôt à la façon dont les Parisiens ont reçu dernièrement leurs trente mille visiteurs?

En 1480, c'est une autre chanson. L'empereur demande un contingent de 48 cavaliers et 63 fantassins pour l'aider à combattre les Turcs... On lui envoie deux ambassadeurs pour déclarer qu'on ne peut rien donner.

En 1482, l'empereur n'a rien reçu encore, il se fâche et menace la ville de lui appliquer « les peines impériales ». Nouvelle ambassade pour esquiver les suites d'un courroux qui s'apaisait au mois d'avril suivant, sans autre satisfaction.

En 1495, Maximilien, successeur de Frédéric, veut lever un impôt sur les biens de ses sujets. Le peuple de Metz s'assemble et le refuse à l'unanimité.

En 1498, le 24 septembre, l'empereur reparait moins en visiteur qu'en collecteur d'impôts. La

ville lui offre huit tonneaux de vin, huit bœufs, trente-deux chevaux et douze tasses d'argent et cinquante quartes d'avoine; elle gratifie à l'avenant les seigneurs de sa suite, mais elle prend toujours les petites précautions de rigueur: portes fermées, bonne garde, rues barrées de poutres et de chaînes, patrouilles à pied et à cheval. Chaque habitant tient de plus une cuve d'eau et des pierres en réserve dans son grenier.

Il va sans dire que les pierres ne sont pas montées si haut en cas d'incendie. C'est à la garde impériale qu'elles sont destinées.

Mais Maximilien ne se tient pas pour battu; ne pouvant forcer la ville, il essaye de forcer la bourse de nos bourgeois. Après long débat, on lui prête six mille florins, on ne les lui donne pas.

On peut affirmer d'avance que l'empereur actuel ne descendra point à de telles négociations, lui si soucieux en apparence de la dignité de l'ancien empire germanique, — dignité ne supportant guère l'examen, comme on le voit.

Et son premier ministre, qui en parle tant pour les besoins de sa cause, consentirait-il à faire de la ville de Metz ce qu'elle était vraiment au moyen âge, c'est-à-dire une cité libre, nommant ses magistrats, rendant justice, traitant avec les puissances, battant monnaie, faisant la paix ou la guerre, ne manifestant sa dépendance que par une pure formule d'hommage prononcée une fois par an, et par la présentation à chaque visite impériale, des clefs de ses portes qu'elle avait soin de tenir si bien fermées?

Voudrait-il comme autrefois voir Metz refuser ou éluder toutes les demandes de contributions votées dans les diètes?

Souffrirait-il, toujours comme autrefois, que Metz se liât particulièrement vis-à-vis de la France? car ici encore la chronique d'Aubrion nous apporte de précieux enseignements.

Les relations de la République avec Louis XI, Charles VIII et Louis XII sont entretenues avec soin par des lettres ou des ambassades dont notre chroniqueur nous a conservé scrupuleusement trace. Le personnel de ces ambassades, accueilli toujours avec des égards particuliers, ne se retire guère sans emporter quelques titres de pensions ou de charges honorifiques à la cour de France.

Lorsqu'un roi se fait sacrer à Reims, trois ou quatre Messins ne manquent pas d'aller s'y faire armer chevaliers.

Dès qu'on apprend sa mort, toutes les cloches sonnent, et on prépare une cérémonie funèbre aussi splendide que s'il s'agissait de l'empereur Frédéric.

Les nouvelles de France sont avidement recueillies: l'expédition de Charles VIII en Italie soulève un tel enthousiasme que notre chroniqueur lui-même fait trêve à ses allures compassées pour s'écrier que « depuis le roi Alexandre on n'a rien vu de plus digne de mémoire. »

Dans une autre occasion, les Messins refusent de prêter leur artillerie à Maximilien, bien qu'il soit leur suzerain, « car ons heust esté ennemis au roy de France. »

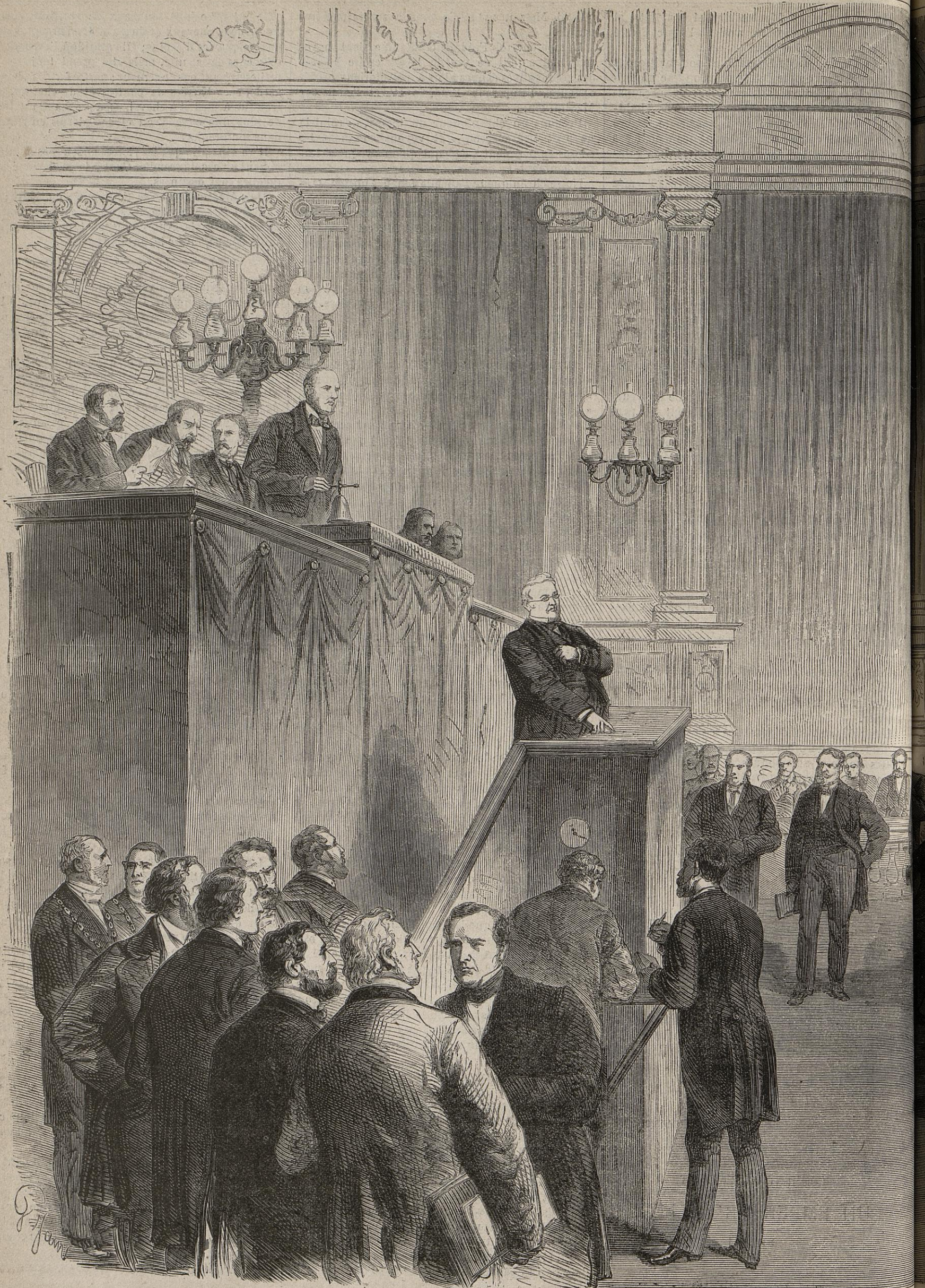
Ceci en dit assez, mais ce n'est pas tout encore.

Dans un traité d'alliance offensive et défensive avec le Luxembourg et l'archiduc, nous voyons les Messins réserver expressément le cas d'une guerre avec Louis XII.

Ajoutons à tous ces faits un autre non moins significatif. La langue française prédominait tellement à Metz que lorsqu'il fallait figurer à quelque conférence d'outre-Rhin, ses seigneurs recouraient à un interprète.

Voilà ce que nous enseigne la tradition dont nos ennemis font tant de bruit. Si les choses étaient remises vraiment sur leur ancien pied, on voit qu'ils ne s'en accommoderaient guère, et nous ne pouvons mieux démontrer la nouveauté de leur ambition qu'en nous bornant à l'examen de leurs arguments historiques.

LORÉDAN LARCHÉY.



ASSEMBLÉE NATIONALE. — Bordeaux, 1^{er} mars. — Séance de la ratification des traités de commerce.

SÉANCE DU 1^{er} MARS

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A BORDEAUX

La séance du 1^{er} mars de l'Assemblée nationale, réunie provisoirement à Bordeaux, est une de celles que le parlementarisme français enregistrera avec le plus de douleur.

Très-attristée, très-agitée, très-mouvementée, cette séance restera dans l'histoire comme la protestation du droit vaincu contre la force qui le prime.

La magnifique salle du théâtre de Bordeaux n'était pas en fête ce jour-là. Une sombre émotion patriotique régnait sur les banquettes des députés comme dans les tribunes. Toutes les dames étaient en noir.

Il s'agissait pour nos représentants de plier leur fierté nationale devant les arrogantes exigences de la Prusse, ou bien de décréter la continuation d'une guerre désespérée dans laquelle pouvait sombrer la fortune de la France.

La séance est ouverte à une heure moins un quart.

Victor Lefranc monte à la tribune et lit le rapport de la commission chargée de suivre la marche des négociations de Versailles. Il conclut en invitant la Chambre à ratifier les préliminaires de paix imposés par M. de Bismark.

M. Edgard Quinet prononce un discours dans lequel il s'élève contre l'acceptation de cette paix qui, dit-il, enlève, en prenant l'Alsace et la Lorraine, non-seulement deux provinces, mais les boulevards de la France. Il dénie à l'Assemblée nationale, issue du suffrage universel, le droit de sanctionner par un vote le démembrement de la nation, de consacrer les déprédations et les conquêtes de la Prusse. M. Edgard Quinet est pour le rejet des préliminaires de paix.

M. Bamberger, député de la Moselle, parle dans le même sens. « Un seul homme, s'écrie-t-il, aurait dû signer un pareil traité, Napoléon III, dont le nom sera éternellement cloué au pilori de l'histoire. »

A ces paroles, l'agitation de l'Assemblée est au comble, surtout quand elle voit M. Conti s'élanter à la tribune.

Ce député de la Corse, ex-secrétaire de l'empereur, proteste, au milieu du bruit, des interpellations, contre ce qu'il appelle les allusions blessantes de M. Bamberger.

L'intervention de M. Conti amène une vigoureuse apostrophe de M. Thiers, et le vote par acclamation de la proposition suivante :

« L'Assemblée nationale clôt l'incident, et dans les circonstances douloureuses que traverse la patrie, et en face de protestations et de réserves inattendues, confirme la DÉCHÉANCE DE NAPOLEON III ET DE SA DYNASTIE, déjà prononcée par le suffrage universel, et le déclare responsable de la ruine, de l'invasion et du démembrement de la France. »

Pour appuyer leurs votes, tous les députés se lèvent d'un élan unanime et spontané. Cinq députés seulement protestent à la contre-épreuve.

L'incident vidé, M. Victor Hugo prend la parole, et, tout en parlant contre le traité de paix, fait un appel à la fraternité des peuples, à la constitution des États-Unis d'Europe, à la liberté, à la paix universelle.

M. Louis Blanc démontre, après Victor Hugo, que la paix qu'on nous impose n'est pas une paix juste, équitable, et que par conséquent on ne saurait l'accepter. Il démontre aussi que ce n'est pas le peuple français qui a voulu la guerre, mais bien le gouvernement de Bonaparte qui l'a faite « pour couronner l'édifice de sa dynastie et le cimenter dans ce que les ravageurs de province appellent le baptême de la gloire dans le sang. »

L'éminent orateur nous montre l'Europe déjà alarmée du César germanique, et conclut en se ronçant pour la guerre.

Le général Changarnier défend la paix au point de vue des nécessités de la guerre.

M. Buffet proclame, pour lui et ses amis, la nécessité de l'abstention, nécessité, en l'espèce, que comprend M. Thiers, mais qu'il ne saurait voir ad-

mettre par le reste de la Chambre, qu'il adjure d'avoir le courage du malheur et de se prononcer pour un vote manifeste.

Enfin, après avoir entendu la protestation de M. Keller, député de l'Alsace, l'Assemblée nationale vote, par 546 voix contre 107, la ratification des préliminaires de paix signés à Versailles par MM. Thiers, Jules Favre et Bismark.

Le grand et beau dessin que publie aujourd'hui le *Monde illustré* reproduit l'aspect de cette séance d'une importance et d'une gravité désormais historique. La grande salle du théâtre de Bordeaux, dont toutes les grandeurs architecturales et artistiques ont été dessinées spécialement pour nous sur les lieux, forme un cadre aux scènes et aux incidents émouvants qui ont marqué cette journée du 1^{er} mars, date qui ne sortira pas de longtemps de la mémoire des Français.

MAC VERNOLL.

Protestation des Députés de l'Alsace

M. JULES GROSJEAN. Je demande la parole pour un fait personnel.

M. LE PRÉSIDENT. Vous avez la parole.

M. JULES GROSJEAN. Messieurs, je suis chargé par tous mes collègues des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin présents à Bordeaux de déposer sur le bureau, après en avoir donné lecture, la déclaration suivante :

« Les représentants de l'Alsace et de la Lorraine ont déposé, avant toute négociation de paix, sur le bureau de l'Assemblée nationale, une déclaration affirmant de la manière la plus formelle, au nom de ces provinces, leur volonté et leur droit de rester françaises.

« Livrés, au mépris de toute justice et par un odieux abus de la force, à la domination de l'étranger, nous avons un dernier devoir à remplir.

« Nous déclarons encore une fois nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. (Très-bien! très-bien!)

« La revendication de nos droits reste à jamais ouverte à tous et à chacun dans la forme et dans la mesure que notre conscience nous dictera.

« Au moment de quitter cette enceinte, où notre dignité ne nous permet plus de siéger, et malgré l'amertume de notre douleur, la pensée suprême que nous trouvons au fond de nos cœurs est une pensée de reconnaissance pour ceux qui pendant six mois n'ont pas cessé de nous défendre, et d'inaltérable attachement à la patrie dont nous sommes violemment arrachés. (Marques d'émotion et applaudissements.)

« Nous vous suivrons de nos vœux et nous attendrons, avec une confiance entière dans l'avenir, que la France régénérée reprenne le cours de sa grande destinée.

« Vos frères d'Alsace et de Lorraine, séparés en ce moment de la famille commune, conserveront à la France absente de leurs foyers une affection toute filiale jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place. (Nouveaux applaudissements.)

« Bordeaux, le 1^{er} mars 1871.

« Signé L. CHAUFFOUR, E. TEUTSCH, PR. ANDRÉ, OSTERMANN, SCHNÉE-GANS, E. KELLER, KABLÉ, MELSHEIM, BOELL. TITOT ALBRECHT, ALFRED KOEHLIN. V. REHM, A. SCHEURER-KESTNER, ALPH. SAGLIO, HUMBERT, KUSS, RENCKER, DESCHANGE, BOERSCH, A. TACHARD, TH. NOBLOT, DORNÈS E. BAMBERGER, BARDON, LÉON GAMBETTA, FRÉDÉRIC HARTMANN, JULES GROSJEAN. »

THÉÂTRES

Les théâtres vont entrer dans une période nouvelle. Là, plus qu'ailleurs nous devons attendre et espérer des réformes nécessaires.

Je me suis quelquefois demandé ce qu'aurait dit notre pauvre cher maître Sainte-Beuve s'il avait

assisté aux catastrophes présentes. De quel effroi et de quel accablement n'aurait-il pas été saisi! Je crois le voir rassemblant en toute hâte ses livres, ses papiers, ses notes, comme à l'approche d'un incendie....

Un incendie, en effet! Nous ne sommes plus à en rechercher les auteurs; nous les coudoyons à chaque pas. On l'a déjà répété souvent : la littérature a une lourde part de complicité et de responsabilité dans cet écroulement subit d'un monde miné depuis longtemps; — j'entends la littérature de ces quinze dernières années, celle qui, des demi-somnolences, avait fini par rouler jusque dans les bas-fonds, et par y demeurer.

Ne perdons pas notre temps en récriminations inutiles. Le mal est fait; n'accusons personne, afin de n'avoir pas à accuser tout le monde. On convient qu'on a cédé à un vertige, qu'on a été emporté, aveuglé. Cet aveu est déjà un pas vers le rachat. Il ne faut pas en rester là, il faut continuer dans l'effort. Nous savons comment nous sommes tombés, voyons comment nous nous relèverons. Cherchons à indiquer et à préparer les voies nouvelles. Le salut de l'avenir est dans une rupture absolue avec le passé. Une soudure serait le pire qui pourrait nous arriver. Désormais réorganisation devra signifier purification.

La littérature, à force de vouloir analyser la société, en était venue à d'effrayants résultats de décomposition. Elle avait des monstres de toute sorte à nous exhiber dans des bocaux ou dans des livres de formats variés. Elle avait plongé au fond de tout; elle savait le fin mot et le dernier mot de toutes les turpitudes. Il importe qu'elle borne là ses conquêtes. La main sur la conscience, ne sommes-nous pas suffisamment édifiés comme cela sur les hontes humaines? Nos inscriptions ne sont-elles pas toutes prises à la Faculté du vice? Qu'aurions-nous à gagner à une science encore plus complète? Écrivains, mes confrères, laissez reposer votre scalpel, et revenez bien vite à la plume d'oie de nos pères et de nos grands-pères.

Nhésitons pas non plus à nous débarrasser de ce mauvais esprit qui avait fini par gâter les meilleurs sentiments; esprit gouaillieur et funeste, sans grâce, sans retenue, sans pitié, et qui a contribué plus qu'on ne saurait croire à notre déconsidération; esprit contourné jusqu'à l'absurde, et cependant à la portée du premier venu. Malgré toutes nos exhortations à l'oubli, il nous en souviendra longtemps de cet esprit de la dernière heure. O la queue démesurée et misérable de Beaumarchais! O les Rivarol du ruisseau!

Lorsqu'on aura renoncé à cet esprit-là et à cette ardeur de curiosité, à tout ce que j'appellerai l'outrance, cette maladie de notre époque, il restera encore assez de force vitale pour reconstituer une littérature. Grâce au ciel, la France est la terre classique du talent; c'est une vérité reconnue et saluée du monde entier. Nous sommes une nation d'écrivains. Désespérons de tout, mais ne désespérons pas de notre cerveau. Seulement il sera nécessaire que le génie se résigne à subir une direction, à obéir à un parti pris. Son indépendance n'en souffrira pas autant qu'il pourrait le redouter; on ne lui demande aucun sacrifice pénible : on veut le retourner vers le bien, voilà tout.

Si j'avais un programme à formuler, voici comment j'essayerais de déterminer les conditions s'appliquant aux deux expressions les plus mondaines de la littérature : le roman et le théâtre.

Remplacer le roman dans le milieu d'observation et de style où l'avaient laissé le Balzac d'*Eugénie Grandet*, et le Frédéric Soulié du *Lion amoureux*; rompre avec les récits interminables et les aventures sans vraisemblance; ne plus faire l'injure au peuple de le regarder comme un enfant qu'on doit sans cesse bercer avec des contes de la lune; ne le mystifier ni le pervertir; en finir surtout avec le roman judiciaire, cette lèpre récente; renvoyer Cartouche à sa roue et Dumollard à sa guillotine; en un mot, élever le niveau de l'intérêt. Ce n'est certes point un idéal irréalisable; et les romanciers accepteraient avec joie de ne plus être les courtisans du lecteur, mais ses inspirateurs. De la sorte, les rôles ne seront plus intervertis, comme ils l'ont été si longtemps.

Faire la même chose pour le théâtre : assainir. Laisser à l'Opéra le privilège des ballets, en déposant surtout les petites scènes, qui avaient insensiblement glissé dans le libertinage. Mettre un terme à cette fièvre qui pousse la plupart des auteurs à réhabiliter les gredins et les gredines. Agrandir, par cela même, en cessant d'être spécial, le cercle de l'art dramatique. Pas d'autre zèle. Je ne réclame pas un théâtre spartiate, je ne prétends pas ramener les générations naissantes à la tragédie. J'appréhende même un répertoire patriotique, car, à de rares exceptions près, les pièces destinées à « former des héros » sont ordinairement assommantes. Loin de moi, sous prétexte de moralité, de plaider la cause de l'ennui, un mot antifranglais.

Dans ces conditions, dont je n'énumère qu'une partie, bien entendu, on peut espérer une renaissance littéraire. Alors, la critique, dont le rôle avait été forcément effacé et rabaisé, la critique aura sa raison d'être et reprendra son rang. Au lieu de s'acharner dans les revues après de lourdes traductions de l'étranger, et dans les journaux après des compositions de boudoir, elle rentrera dans des discussions d'un ordre plus palpitant. Elle redeviendra ce qu'elle était jadis : la sentinelle du monde civilisé.

Pour notre part nous sommes décidé à apporter dans nos comptes rendus beaucoup plus de sévérité que par le passé. Nous avons été souvent trop indulgent, trop faible ou trop indifférent. Nous nous le reprochons aujourd'hui :

CHARLES MONSELET.

BATTERIES PRUSSIENNES AU SUD

Le correspondant militaire du *Times* à Versailles transmet à ce journal les détails suivants sur le nombre et l'armement des batteries établies par les Prussiens autour de Paris pour les opérations du siège. Ces batteries, au nombre de vingt-trois, occupaient les positions suivantes :

1. Le bord de la Seine, à gauche du chemin conduisant du pont à Saint-Cloud, derrière le pavillon Breteuil. Objectif : Billancourt, la basse Seine, Boulogne. Armement : pièces de 24 et de 12. Projectiles lancés : 1,255 boulets de 24, 2,575 boulets de 12.

2. Batterie de la terrasse devant le château de Meudon, à gauche des batteries de Meudon. Armement : d'abord six, puis huit pièces, dont moitié de 12 et moitié de 24. Objectif : la Seine supérieure et les îles, les ouvrages du Point-du-Jour, la presqu'île de Billancourt et Boulogne. Nombre de coups : 1,340 boulets de 12, 1,460 de 24.

Batterie n° 3. En face de l'aile gauche du château de Meudon. Armement : deux pièces de 12 et quatre de 24 ayant tiré les premières 1,310 coups, les secondes 1,894 coups. Objectif : le fort d'Issy.

Batterie n° 4, exactement semblable à la précédente.

Batterie n° 5. Au sud du mur du bois de Clamart. Armement : deux pièces de 6, deux de 12 et deux de 24. Objectif : le fort d'Issy. Nombre de coups tirés : pièces de 6, 610 ; pièces de 12, 200 ; pièces de 24, 2,260.

Batterie n° 6. Au sud et près du n° 5, sur la route de Chevreuse. Armement : six pièces de 24. Objectif : fort de Vanves. Nombre de coups tirés, 1,067.

Batterie n° 7. Placée sur la hauteur, au-dessus de Châtillon, à l'endroit nommé d'abord redoute française, puis redoute bavaroise. Armement : quatre pièces de 24, deux pièces de 12. Objectif : fort d'Issy. Nombre de coups : pièces de 12, 480 ; pièces de 24, 2,600.

Batterie n° 8. Placée un peu en avant du n° 7. Armement : six pièces de 24. Objectif : le fort de Vanves. Nombre de coups tirés, 3,360. Le but de cette batterie était de démonter les pièces du fort et de faire brèche, s'il était possible. La portée des pièces était d'environ 2,150 yards. Les assiégeants ont pensé qu'à cette distance on pourrait faire plus de mal au fort en tirant sur ses canons et sur les fenêtres de l'escarpe du rideau, qu'en cherchant à y

faire brèche pour un assaut qui n'aurait pu être livré tant que les flancs et les forts flanquants, ainsi que la contrescarpe, ne seraient pas détruits.

Batterie n° 9. A quelques pas du sud-est du n° 8, de l'autre côté du n° 14, entre cette batterie et le Moulin-de-la-Tour. Objectif : forts de Vanves et de Montrouge par enfilade. Armement : 8 pièces de 12. Nombre de coups : environ 3,920.

Batterie n° 10. Un peu à l'est du n° 9. Objectif : fort de Vanves par enfilade. Armement : six pièces de 24. Nombre de coups : 1,000.

Batteries n° 11 et 12. Près du chemin en face de Fontenay-aux-Roses, sur les hauteurs environnant Bagneux. Armement du n° 11 : six pièces de 12 ; nombre de coups : 1,840. Armement du n° 12 : six pièces de 24 ; 3,600 coups.

Batteries n° 13 et 14. Placées l'une près de l'autre dans le bouquet d'arbres épais qui entoure Châtillon, sur le plateau du Moulin-de-la-Tour. Chacune de ces batteries était armée de deux pièces d'une sorte qui n'avait jamais servi dans les guerres ; c'étaient des mortiers rayés de 21 centimètres de diamètre se chargeant par la culasse et fabriqués de façon à pouvoir être élevés de 80 degrés au-dessus de l'horizon. Le résultat de ces pièces paraît n'avoir pas répondu à ce qu'en on attendait. Objectif : Issy et Vanves. Nombre de coups tirés : batterie n° 13, 840 boulets ; n° 14, 810.

Batterie n° 15. Ne diffère de la précédente que par sa position qui occupe le versant de la colline derrière Bagneux. Comme l'autre, elle est armée de deux mortiers de 21 centimètres rayés se chargeant par la culasse. Objectif : le fort de Montrouge. Nombre de coups : inconnu.

Batterie n° 16. Etablie, après celles précitées, sur la terrasse de Meudon, entre les batteries n° 2 et 3. Armement : six pièces de 12. Objectif : les ouvrages français en avant d'Issy, près Notre-Dame-de-Clamart. Nombre de coups : 1,790.

Batterie n° 17. Placée tout près et au nord-ouest du n° 8, sur la colline qui domine Châtillon. Armement : six pièces de 12. Nombre de coups : 2,430. L'objet de cette batterie était de tenir sous son feu les ouvrages temporaires jetés entre les forts d'Issy et de Vanves.

Batterie n° 18. A l'ouest de Bagneux, sur le chemin de Châtillon. Armement : six pièces de 24. Objectif double : tirer directement sur Montrouge et bombarder Paris. Nombre de projectiles lancés : 2,600 obus.

Batterie n° 19. Armée d'abord de deux pièces, puis de quatre longues de 24. En dernier lieu, son armement consistait en six pièces courtes de 24, lançant des obus de 3 pouces plus longs que les pièces ordinaires du même calibre, avec une précision et une force telle, qu'ils finirent par couper l'escarpe du fort d'Issy de façon à y faire brèche et à ouvrir un passage pour l'assaut de la forteresse. Nombre de projectiles lancés par les six courtes pièces : 2,000 obus ; pour les six longues : 1,000.

Batterie n° 20. Au nord-ouest de Clamart, à mi-chemin entre ce village et la batterie n° 19. Armement : dix longues pièces de 24. Objectif : façade sud de Vanves et la façade de gauche du bastion nord-ouest. Nombre de coups : 2,850.

Batterie n° 21. Derrière les maisons à l'ouest de Châtillon. Armement : six pièces courtes de 24. Objectif : la façade sud du fort de Vanves. Nombre de coups : 1,880.

Batterie n° 22. Tout à côté du n° 21 et un peu à l'ouest. Armement : six pièces alternativement de 12 et de 24. Objectif : le même que la batterie n° 21. Nombre de coups : 1,700.

Batterie n° 23 et dernière. Elle complète la liste des ouvrages construits pour le bombardement de la partie sud de défense de Paris. Son armement consistait en quatre moniteurs de 50, ou, pour éviter toute confusion, de 41 pouces de diamètre à âme lisse. Cette batterie était la plus rapprochée de Paris, la distance qui la séparait du fort d'Issy n'étant que de 1,250 yards. Elle lança seulement 350 bombes, dont l'une fit sauter un magasin du fort.

M. V.

Dévastations de la basilique de Saint-Denis

Pendant le bombardement, il est tombé sur la basilique plus de 200 obus ; les tours seules en ont reçu plus de 90 ; un nombre plus grand encore est venu s'abattre dans un périmètre très-rapproché, ce qui prouve évidemment que la vieille abbaye servait de point de mire aux batteries prussiennes ; que les Allemands, comme les Vandales d'autrefois, ne respectent nullement les monuments historiques, et que le roi de Saxe se souciait fort peu de troubler et de souiller les cendres de son aïeul, le roi Henri IV.

Les dégâts du bombardement sont nombreux sur la basilique ; mais, grâce au blindage établi par M. Viollet Leduc, ces dégâts sont facilement réparables. Malheureusement, il n'en est pas de même des tristes et déplorables dévastations commises par des mains barbares depuis l'occupation prussienne.

Du côté du nord, les grandes croisées entre la tour et la rosace, et la rosace elle-même, sont criblées d'éclats de projectiles. Un pilastre de la voûte du milieu a perdu 60 centimètres de pierre ; ce qui est énorme dans une construction aussi légère.

Quelques colonnettes de la belle galerie à jour contournant l'édifice sont brisées ; un pan de nervure de la quatrième grande croisée du fond est démolé ; un morceau de fonte a éraillé le tombeau de Constance d'Arles, femme du roi Robert. La partie inférieure du tombeau de Constance de Castille est écornée ; le dais qui recouvre la jeune Renée de Longueville est touché ; une fleur de lis de l'écusson est broyée.

Un obus a traversé les anciens vitraux remontant à Suger. Ce qui reste encore de ces vieilles reliques a été démonté et mis en lieu sûr.

Le saint Denis qui couronne le pignon de la façade principale a perdu sa tête qui a roulé jusque sur le parvis de la cathédrale.

Les dévastations commises par les soldats prussiens sont des plus déplorables ; ils s'attaquent aux objets les plus précieux de l'archéologie ; on en jugera par la simple nomenclature que je vais en faire.

La statue de Catherine de Médicis, œuvre de Germain Pilon, a les deux pouces coupés et enlevés ; elle a une entaille, faite par un coup de sabre, dans les mains.

La statue de Henri II a les doigts de la main droite brisés ; il ne lui reste plus que le pouce. Le pied droit est détaché ; le talon broyé d'un coup de crosse de fusil. Le gros doigt du pied a disparu.

Charles VI a perdu la main droite et le fleuron frontal de la couronne.

On a pris la poignée de la dague de Duguesclin.

On a cassé et volé la main droite de Charles V ; son sceptre et sa main de justice sont brisés.

Sancerre a huit doigts de disparus ; on lui a arraché le sabre.

Charles Martel a un doigt de la main gauche coupé.

Jeanne d'Evreux a un fleuron de sa couronne détaché et enlevé.

Charles le Bel a un fleuron de sa couronne enlevé ; un bout de doigt de la main droite détaché.

Blanche de France a les deux pouces cassés et volés.

Marie de Bourbon, tante de Henri IV, a les deux mains détachées et emportées.

Pepin le Bref a le sceptre cassé.

Charles d'Anjou, roi de Sicile, a la gaine du sabre écornée.

Marie d'Espagne a les deux pouces cassés et volés.

La statue de Louis XVI a les deux pouces enlevés, un coup de sabre sur le nez.

La statue de la France a deux doigts de cassés et emportés.

Le tombeau de Louis et Philippe, fils du comte d'Alençon, a perdu une tête de chimère. Cette profanation a été commise aujourd'hui même, jeudi.

L. TESTORY.

Chanoine de Saint-Denis, chevalier de la Légion d'honneur, aumônier du bataillon Poulizac.



PARIS PENDANT L'OCCUPATION (rive gauche). — Aspect de la rue du Bac dans la journée du 1^{er} mars. — (D'après nature, par M. Morin.)

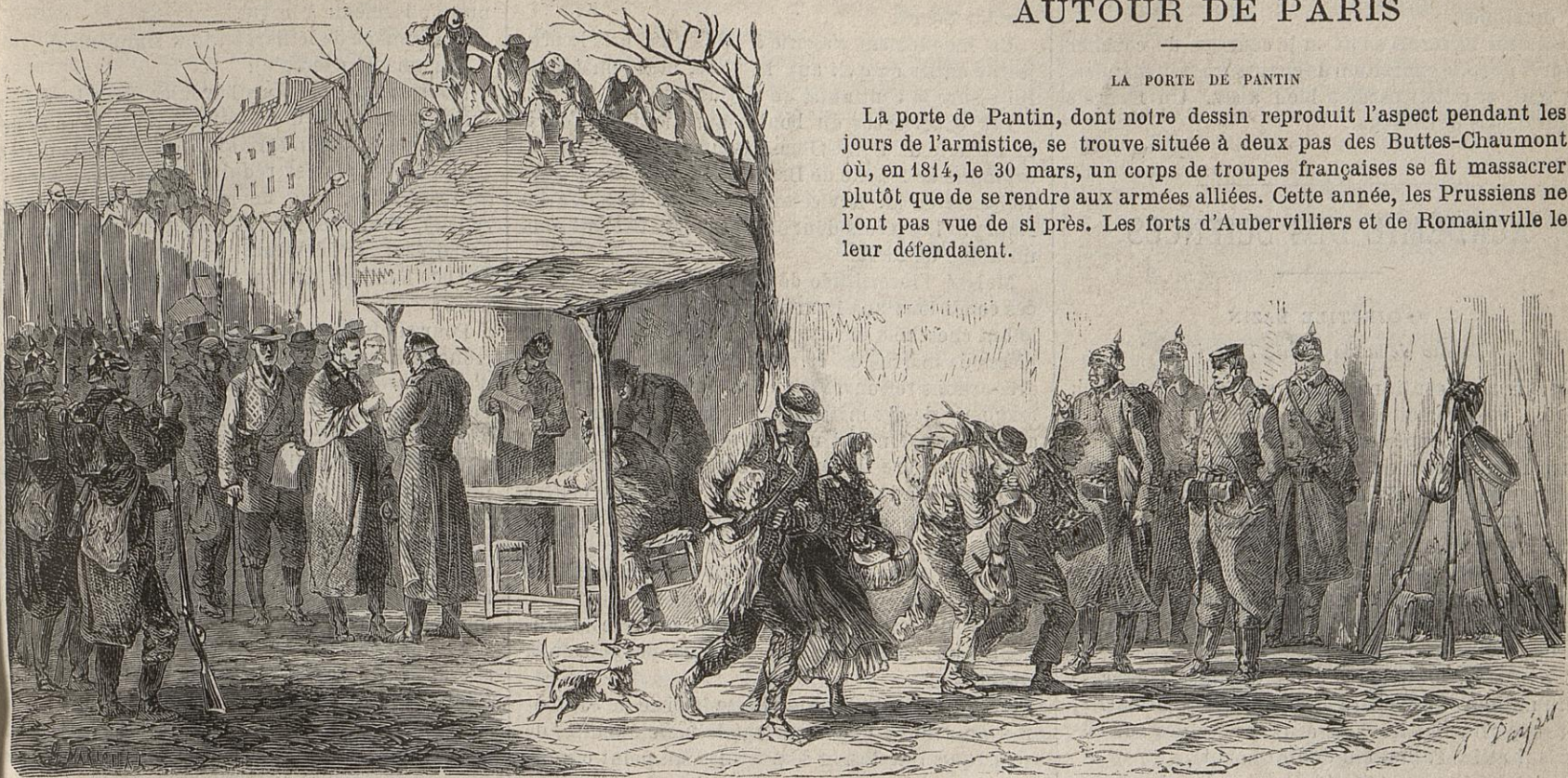


PARIS PENDANT L'OCCUPATION (rive droite). — Aspect du boulevard dans la soirée du 1^{er} mars. — (D'après nature, par M. Vierge.)

AUTOUR DE PARIS

LA PORTE DE PANTIN

La porte de Pantin, dont notre dessin reproduit l'aspect pendant les jours de l'armistice, se trouve située à deux pas des Buttes-Chaumont où, en 1814, le 30 mars, un corps de troupes françaises se fit massacrer plutôt que de se rendre aux armées alliées. Cette année, les Prussiens ne l'ont pas vue de si près. Les forts d'Aubervilliers et de Romainville le leur défendaient.



AUTOUR DE PARIS. — Le visa des laissez-passer à la porte de Pantin.

Elle est située à l'extrémité de la rue d'Allemagne, rue que le patriotisme parisien vient de débaptiser pour lui donner le nom de rue de la Revanche.

La porte de Pantin ouvre la route de Meaux, qui traverse la forêt de Bondy. C'est par elle que dans les premiers jours du déblocement il fallait passer pour se rendre à la gare de la Villette et prendre le chemin de fer du Nord.

Comme on ne pouvait sortir de Paris qu'avec un laissez-passer mi-français mi-allemand, des traducteurs avaient établi leurs échoppes auprès de la porte de Pantin pour traduire, moyennant finance bien entendu, le français aux Allemands et l'allemand aux Français. Il y avait aussi des formalités de signalement à remplir. Le traducteur en plein vent se chargeait de tout cela. Ces polyglottes ont-ils fait fortune à ce métier qui a duré jus-



Les traducteurs en plein vent.



L'HOSPITALITÉ PRUSSIENNE. — Une nuit à Chelles. — (Dessin de M. Darjou.)

qu'à la ratification des préliminaires de paix? On ne l'aurait pas dit trop affirmativement en voyant leur mine que le ravitaillement n'avait probablement pas encore eu le temps de démacérer. Ils gagnaient leur vie et je crois que c'était tout ce que demandaient les pauvres diables.

Notre dessinateur M. Darjou qui est passé par là et les a croqués sur le vif, n'en a fait ni des Turcaret ni des Falstaff. Il nous les donne comme des spécimens des fidèles du siège, de ceux qui pendant cinq mois ont mangé du cheval.

Leur maigreur contraste violemment avec ces mines joufflues de butors bavarois qui pendant que nous mourions de faim ici, se gorgeaient des volailles dérobées chez nos paysans.

C'est encore M. Darjou qui, étant allé visiter Bondy, a dessiné ce corps de garde Bavarois où nous voyons une douzaine de paires de bottes d'égoûtiers, autour de la cheminée rangées en cercle et dont les dimensions en largeur et en longueur dénotent bien la race qu'elles chaussent. On devine en les remarquant qu'elles ne sont pas faites pour des pieds

de la race franque, mais bien pour des pieds-plats germaniques.

Un seul Bavaois avait eu le courage de coucher auprès de cette exhibition de chaussures allemandes, un seul, et c'était pardieu bien assez. Un français n'aurait pas ce courage.

M. V.

ACADÉMIE DES SCIENCES

PROJECTILE BAZIN

Extrait de la séance du 27 février.

M. Bazin, continue M. le secrétaire perpétuel, envoie un mémoire sur un nouveau projectile à trajectoire prolongée et à double effet.

M. LE PRÉSIDENT. M. Ernest Bazin est l'ingénieur auquel on doit la récente et remarquable exploration sous-marine de la baie de Vigo; il est parvenu à pêcher au fond de la baie de nombreuses et intéressantes épaves des galions coulés depuis le siècle dernier, lingots d'argent, bois, ustensiles, vêtements de l'époque, curieux échantillons de toute nature.

M. DUMAS. Oui, après avoir organisé l'observatoire militaire et le phare électrique de Montmartre, il a expérimenté les nouveaux projectiles sur lesquels il attire l'attention de l'Académie.

Voici, brièvement et réduite à sa plus simple expression, la description du projectile Bazin.

Il est des circonstances où il est avantageux de porter très-loin et de multiplier sur la même ligne de tir les effets de destruction. L'inventeur a cherché en conséquence à atteindre à des distances inconnues jusqu'ici et à frapper en même temps à l'aide d'un projectile à double effet les premiers rangs et les réserves de l'ennemi.

Il vaut mieux quelquefois perdre un peu de précision dans le tir et pouvoir en revanche frapper un nombre de fois plus grand, et beaucoup plus loin. Tel est le cas, quand il importe de porter le désordre dans les masses ou de bombarder les villes et les ports.

L'artillerie se servait déjà de trois sortes de projectiles : les obus, les obus à balles et les boîtes à mitraille, employées naturellement suivant les circonstances. Le nouveau boulet est proposé par l'auteur pour compléter notre armement.

En principe, ce projectile consiste en un cylindre creux appelé à faire office de canon court et d'un obus de forme à peu près ordinaire disposé dans le petit canon. La pointe de l'obus sort du cylindre-canon, le termine et donne à l'ensemble un aspect qui rappelle beaucoup celui de l'obus cylindro-ogival. On voit donc que canon auxiliaire, poudre, obus ne font qu'un et constituent le projectile normal. Le cylindre-canon porte en effet des tenons comme les obus et a le diamètre correspondant à l'âme de la pièce à laquelle il est destiné.

Le jeu des nouveaux projectiles est facile à saisir. Le feu de la pièce au moment de l'explosion enflamme une fusée centrale à temps ajustée sur le culot du projectile. Lorsque le mobile est parvenu au point convenable de sa trajectoire, la fusée détermine l'inflammation de la poudre contenue dans le cylindre-canon, qui projette au loin son obus. Le cylindre-canon, à une petite diminution de vitesse près due au recul, continue à suivre sa trajectoire et atteint un premier but comme l'eût fait un boulet ordinaire. L'obus qu'il a chassé parvient à un second but à une distance naturellement plus grande. En sorte qu'un seul coup de canon peut porter le désordre en deux points différents des lignes de bataille ou dans deux quartiers éloignés d'une ville bombardée. Ainsi se trouve obtenue à la fois l'augmentation de portée et la multiplication des effets de destruction.

L'obus à portée maximum est muni d'une fusée à temps et à percussion. Il éclate au point de destination, comme peut le faire d'ailleurs aussi, par un complément très-simple, le cylindre-canon lui-même. On accroît ainsi singulièrement le nombre des éclats et l'effet destructeur du projectile.

Il est très-important d'ajouter que l'obus porte trois rainures hélicoïdales qui lui impriment quand

il sort de sa culasse un mouvement de rotation sur lui-même.

Ce mouvement s'ajoute à celui qu'a pris le projectile entier en quittant la pièce, mouvement qui lui assure la continuité de direction.

Les expériences du boulet Bazin ont eu lieu à la batterie de Saint-Ouen, commandée par M. le capitaine de frégate de Bray, et sous la haute surveillance de M. le vice-amiral de la Roncière Le Noury. Les pièces dont on s'est servi tiraient sous un angle de 25°45.

Malgré l'incertitude de détermination faite dans des conditions aussi particulières, on peut dire que le but cherché a été atteint. La portée normale des pièces de marine de 19 a été dépassée. Les cylindres-canon retrouvés avaient labouré le sol sur une longueur de dix mètres et suivant la ligne de tir avant de s'enfoncer à un mètre de profondeur.

La trajectoire théorique des nouveaux boulets a été obtenue à l'aide des formules ordinaires usitées à Gâves, en modifiant légèrement les éléments de calcul en raison du poids plus considérable du projectile (80 kil. au lieu de 75) et de sa forme un peu allongée.

On a dû prendre des moyennes pour les coefficients, afin de se rapprocher le plus possible de la pratique.

C'est ainsi qu'avec une vitesse initiale de 335 mètres, on trouve qu'en réglant la fusée à temps, de façon que l'explosion se produise au point culminant, on obtient, après la séparation des deux parties du projectile, 208^m,887 de vitesse pour le cylindre-canon, et 305 mètres pour l'obus. La vitesse du projectile comptée au point culminant étant de 230^m,997, on voit que l'on imprime à l'obus par cet artifice une vitesse à très-peu près équivalente à celle qu'il aurait s'il venait de sortir de la pièce.

L'ordonnée de la trajectoire correspondant au point culminant est de 873 mètres, l'abscisse de 3,337 mètres; le nouvel obus parviendra à 6,987 mètres, soit à 700 mètres plus loin que l'eût fait le projectile complet.

On sait toute l'influence de l'inclinaison des canon sur la portée; il est clair que pour aller loin, on ne place pas ordinairement la pièce horizontalement comme se trouve l'être au sommet de la trajectoire le cylindre-canon du projectile; il est manifeste que pour tirer tout le parti utile possible, il est essentiel de déterminer l'explosion du petit canon avant que le système n'ait atteint le point culminant, soit quand l'angle d'inclinaison du canon sera convenable.

En discutant les éléments en présence, la distance déjà parcourue par le projectile, l'inclinaison du canon, celui de la trajectoire, etc., on arrive à conclure que le point de la trajectoire où il est le plus avantageux de déterminer l'explosion, correspond à l'ordonnée 719 et à l'abscisse 2,000; la portée s'élève dans ce cas de 6,271 à 7,951. On gagne en définitive 1,680 mètres; soit un gain de 27 0/0 sur la portée ordinaire.

Le calcul ne peut évidemment servir ici que de guide à l'expérimentateur; mais ces résultats théoriques paraissent avoir été atteints sinon dépassés dans les expériences de Saint-Ouen.

Il est à souhaiter que les intéressants essais tentés sous le feu de l'ennemi soient bientôt continués dans un de nos polygones.

LA MORT DE LA FRANCE

UNE PAGE D'HISTOIRE

Sous ce titre, qui n'est qu'une antiphrase, la France vient d'évoquer, par la plume éloquente de M. Pradier-Fodéré, une page historique bien propre à raffermir les cœurs qui fléchissent sous le poids de nos désastres et à faire réfléchir l'orgueilleux ennemi qui rêve d'effacer notre France de la liste des grandes nations.

On dit, de tous côtés autour de nous, que la France est morte.

On ajoute même qu'elle est à peu près en voie de se décomposer.

Ce qui nous rassure, c'est que la France a paru

mourir bien souvent, et qu'elle est toujours revenue d'elle-même à la vie.

Phénomène de léthargie, tout simplement.

Prenons un exemple :

Nous sommes, si vous le voulez, dans les dix premières années du dix-huitième siècle, à cette dure époque ou Vauban écrivait : « Près de la dixième partie du peuple est réduite à mendier; des neuf autres parties, cinq ne peuvent faire l'aumône à celle-là, dont elles ne diffèrent guère; trois sont fort malaisées; la dixième ne compte pas plus de 100,000 familles, dont il n'y a pas 10,000 fort à leur aise. »

Pour soutenir le duc d'Anjou, Philippe V, sur le trône d'Espagne, Louis XIV s'est vu contraint d'emprunter à 400 0/0, de créer de nouveaux impôts, de consommer à l'avance les revenus de plusieurs années et d'élever la dette publique à la somme de 2 milliards 400 millions, qui feraient aujourd'hui près de 8 milliards.

Pour triompher de la grande ligue de La Haye qui étaient entrés l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, l'empire et un peu plus tard le Portugal, il eût fallu à la France des armées, mais les soldats lui manquaient comme les généraux et les ministres.

A Marlborough, au prince Eugène, à Heinsius, ces ennemis acharnés de la nation française, Louis XIV n'avait plus de grands hommes à opposer. Il avait usé ceux de la génération précédente, et dans l'atmosphère alourdie de Versailles il n'en était pas né qui pussent les remplacer.

Le désastre d'Hochstedt nous avait coûté 12,000 morts ou blessés, 14,000 prisonniers, toute l'artillerie, presque tous les étendards et près de cent lieues de pays.

La défaite de Ramillies nous avait coûté 5,000 morts ou blessés, 15,000 prisonniers, et la perte de la plus grande partie des Pays-Bas.

La défaite de Turin nous avait chassés du Piémont, du Milanais et du royaume de Naples.

Le prince Eugène et le duc de Savoie avaient envahi la Provence et mis le siège devant Toulon.

Une suite de revers essuyés en Espagne semblaient avoir renversé la couronne de Philippe V.

La défaite d'Oudenarde, dans le Nord, avait été suivie d'une retraite désastreuse. Des régiments entiers avaient fui, allant à l'aventure, sans ordre, sans chef.

L'ennemi, survenant, avait tué ou pris plus de 10,000 hommes.

Gand, Bruges, s'étaient rendues.

Lille même avait capitulé, malgré une défense héroïque de Boufflers.

La France était ouverte aux coalisés.

Un parti de Hollandais avait couru jusqu'auprès de Versailles, et enlevé sur le pont de Sèvres le premier écuyer du roi, le prenant pour le Dauphin.

L'hiver de 1709 avait encore accru tant de malheurs : les oliviers avaient gelé dans le Midi de la France, les arbres fruitiers et les blés dans le Nord. La famine avait suivi. On avait vu les laquais du roi mendier aux portes de Versailles, et M^{me} de Maintenon manger du pain d'avoine.

Le Roi-Soleil s'était humilié, il avait imploré la paix.

« Il offrait, — dit Voltaire, — de reconnaître l'archiduc pour roi d'Espagne, de ne donner aucun secours à son petit-fils, et de l'abandonner à sa fortune; de donner quatre places en otage; de rendre Strasbourg et Brisach; de renoncer à la souveraineté de l'Alsace, de n'en garder que la préfecture, de raser toutes ses places depuis Bâle jusqu'à Philipsbourg; de combler le port, si longtemps redoutable, de Dunkerque, et d'en raser les fortifications; de laisser aux Etats généraux Lille, Tournai, Ypres, Menin, Furnes, Condé, Maubeuge.

« Les alliés voulurent encore goûter le triomphe de discuter les soumissions de Louis XIV. On permit à ses plénipotentiaires de venir, au commencement de 1870, porter dans la petite ville de Gertruidenberg les prières de ce monarque. Il choisit le maréchal d'Uxelles, homme froid, taciturne, d'un esprit plus sage qu'élevé et hardi, et l'abbé, depuis cardinal, de Polignac, l'un des plus beaux esprits et des plus éloquents de son siècle, qui imposait par sa figure et par ses grâces.

L'esprit, la sagesse, l'éloquence ne sont rien dans des ministres, lorsque le prince n'est pas heureux : ce sont les victoires qui font les traités.

« Les ambassadeurs de Louis XIV furent plutôt confinés qu'admis à Gertruidenberg. Les députés venaient entendre leurs offres et les rapporter à La Haye au prince Eugène, au duc de Marlborough, au comte de Zizendorf, ambassadeur de l'empereur, et ces offres étaient toujours reçues avec mépris. On leur insultait par des libelles outrageants, tous composés par des réfugiés français, devenus plus ennemis de la gloire de Louis XIV que Marlborough et Eugène.

Les plénipotentiaires de France poussèrent l'humiliation jusqu'à promettre que le roi donnerait de l'argent pour détrôner Philippe V, et ne furent point écoutés. On exigea que Louis XIV, pour préliminaires, s'engageât seul à chasser d'Espagne son petit-fils dans deux mois, par la voie des armes. Cette inhumanité absurde, beaucoup plus outrageante qu'un refus, était inspirée par de nouveaux succès. »

Louis le Grand battu, humilié, outragé, la France était morte, n'est-ce pas ?

Tout le monde le pensait alors en Europe.

Eh bien, tout le monde comptait sans la victoire de Denain, qui allait détruire 17 bataillons au comte d'Albemarle, refouler le prince Eugène, enlever tous les postes le long de la Scarpe, délivrer Landrecies, reprendre Douai, Marchiennes, Bouchain, le Quesnoy, mettre en sûreté les frontières de la France comme la gloire du roi, et préparer la paix avantageuse d'Utrecht, par laquelle Louis XIV conserva l'Alsace, l'Artois, le Roussillon, la Flandre, la Franche-Comté, Strasbourg, Sarrelouis, Landau, les Antilles, Bourbon, le Sénégal, sans compter l'acquisition de la vallée de Barcelonnette, la consolidation de la couronne d'Espagne et des immenses colonies espagnoles sur la tête de Philippe V, ainsi que le rétablissement du duc de Bavière dans ses Etats.

Depuis, la France a traversé encore de bien terribles épreuves et a savouré bien des gloires.

Les catastrophes qui l'ont frappée ne l'ont jamais atteinte et ne l'atteindront jamais mortellement, tant que, comme Louis XIV avant Denain, elle comptera sur ses ressources inépuisables et qu'elle ne désespérera pas de son avenir.

P. PRADIER-FODÉRÉ.

LETTRES HISTORIQUES

Saint-Petersbourg, mercredi 1^{er} mars.

Le *Journal de Saint-Petersbourg* publie un télégramme de l'empereur d'Allemagne à l'empereur de Russie, daté du 27 février, annonçant la conclusion des préliminaires de paix dont les conditions sont connues.

L'empereur d'Allemagne continue :

« Ainsi, nous sommes à la fin de cette guerre glorieuse et sanglante que nous a forcée d'entreprendre une frivolité sans exemple. La Prusse n'oubliera jamais qu'elle vous doit que la guerre n'a pas pris des proportions extrêmes. Que Dieu vous en bénisse !

« Votre ami qui vous sera reconnaissant toute sa vie.

« GUILLAUME. »

L'empereur de Russie a répondu le même jour en ces termes :

« Je vous remercie de votre communication des préliminaires de paix ; je partage votre joie. Fasse Dieu qu'une paix durable puisse s'ensuivre ! Je suis heureux d'avoir pu vous prouver mes sympathies comme ami dévoué. Que l'amitié qui nous lie puisse assurer le bonheur et la gloire des deux pays ! »

Voici l'extrait de la lettre du comte de Paris dont parle notre correspondant de Bordeaux :

« Ce qui se fera en France et par les représentants de la France sera bien fait ; ce qui serait tenté du

dehors serait prématuré et stérile. Je n'ai aucune pensée d'ambition personnelle.

« Je travaillerai loyalement à la solution qui paraîtra devoir assurer le plus sûrement à la France le gouvernement libre, stable et honnête dont elle a besoin.

« Si un accord politique se fait, c'est sur la constitution que doivent porter toutes les stipulations.

« L'important est d'obtenir un appui pour faire triompher les clauses qui nous garantissent un pacte libéral.

« Les questions de personnes ne peuvent être l'objet d'aucune condition.

« L'idée de stipuler une abdication est inadmissible. Nous devons la repousser absolument.

« Il ne faut être ferme que sur les questions de principe, et non sur des questions de personnes. »

M. Charles de Rémusat a adressé la lettre suivante au *Journal de Toulouse* :

« Monsieur,

« Il est très-vrai que le gouvernement avait bien voulu penser à moi pour une mission diplomatique à Vienne, et que je ne me suis pas cru propre à la remplir utilement. Mais permettez-moi de réclamer contre la manière dont vous avez, d'après un autre journal, annoncé ce petit fait, d'ailleurs sans importance. Je désire que les motifs qui m'ont déterminé ne soient pas mal interprétés.

« Ces motifs me sont tout personnels ; ils n'intéressent en rien le public, et surtout ils n'ont rien de politique. Je demeure très-reconnaissant de la marque d'estime que le gouvernement me donne ; j'aurais voulu y mieux répondre.

« Personne ne lui porte une confiance plus entière que moi, personne ne souhaite plus sincèrement le succès de sa patriotique entreprise ; personne n'aurait été plus heureux d'être en mesure de le bien servir.

« Et comment n'en serait-il pas ainsi, lorsque la France unanime vient de confier l'œuvre de son salut à celui auquel m'unit une amitié inaltérable, une amitié de cinquante années, et dont la gloire me donne seule, dans ces tristes jours, un sentiment de bonheur ?

« Veuillez, monsieur, agréer l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« RÉMUSAT.

« Laffitte, le 25 février. »

M. le marquis de Biencourt, propriétaire du château d'Azay, mis au pillage par une garnison prussienne et visité par le prince Frédéric-Charles et le prince héritier, qui sont venus de Tours tout exprès pour s'y goberger à plein ventre, a adressé au premier de ces deux princes la lettre suivante :

« Château d'Azay-le-Rideau, 21 février 1871.

« Monseigneur,

« Il a plu à Votre Altesse Royale de venir visiter le château d'Azay. En d'autres temps, j'eusse été très-honoré de cette visite. Aujourd'hui je suis forcé de dire à Votre Altesse Royale combien je trouve ses façons étranges et grossières.

« N'oubliez pas, monseigneur, que vous n'êtes pas au soir d'une bataille ; vous occupez le département d'Indre-et-Loire en vertu des conditions d'un armistice, et rien ne vous donne le droit de venir chez moi, de vous y faire servir malgré moi, de manger mon pain et de boire mon vin.

« Les gentilshommes de votre état-major, les officiers de votre armée et vous, ne savez rien des égards que les gens bien élevés observent entre eux ; vous ignorez le respect que, chez les nations civilisées, le vainqueur doit au vaincu.

« En vous asseyant à ma table, en vous faisant héberger à mes frais, en exigeant du vin de Champagne, que je n'avais point, vous me donnez le droit, dont je suis profondément triste, de vous parler comme je le fais.

« En voyant les façons de leur prince, je ne m'étonne plus des procédés parfaitement grossiers des officiers de votre armée, qui souillent ma demeure

et se font nourrir chez moi, à mes frais, depuis le 4 février.

« Veuillez agréer, monseigneur, l'expression des sentiments d'indignation que j'ai dans le cœur.

« J'ai l'honneur d'être, monseigneur, avec le plus profond respect, de Votre Altesse Royale, le plus humble ennemi.

« Marquis de BIENCOURT.

« P. S. — On me dit que j'ai eu également l'honneur, bien involontaire, de traiter à ma table S. A. R. le prince héritier. »

M. Crémieux a envoyé au président de l'Assemblée nationale une lettre dont voici le texte :

« Arcachon, le 1^{er} mars 1871.

« Monsieur le président,

« S'il faut accepter cette abominable convention qu'on ose appeler traité de paix, s'il faut subir la douloureuse mutilation de nos plus chères provinces, l'odieuse spoliation de nos finances, hâtons-nous du moins, hâtons-nous de faire cesser le fléau de l'occupation ennemie.

« Pour se retirer de la France, le Prussien exige cinq milliards, dont un milliard acquitté dans l'année, quatre milliards dans trois ans. Il veut l'intérêt à 5 p. 100. Versons immédiatement les cinq milliards dans ses caisses avides. Qu'il parte gorgé d'or et de pillage, mais qu'il parte, qu'il cesse de souiller ce qui nous reste du sol de notre chère patrie.

« Souscrivons les cinq milliards, payons-les, et que, jusqu'au jour écrit au ciel, la France se souvienne que l'Alsace et la Lorraine sont terre française, que l'abandon de ces deux sœurs est la honte de l'empire, et que la République, levant fièrement la tête, saura prendre sa revanche.

« Que chacun de nous consulte l'état de sa fortune, et faisons à la patrie une avance qu'elle remboursera dans une longue suite d'années, à nous ou à nos enfants.

« Dans la modeste situation de fortune que je me suis acquise par plus d'un demi-siècle de travail, j'offre à mon pays 100,000 fr. pour ma souscription.

« Hâtons-nous ! Que dans le courant du mois de mars tout soit souscrit.

« Habitants des villes, qui faites de si nobles efforts pour conserver la République pure que nous souhaitons, concertez-vous ensemble ; apprenez aux habitants des campagnes ce que peut le patriotisme : un mois encore, et si la France le veut, la France sera délivrée.

« AD. CRÉMIEUX. »

M. Glais-Bizoin a adressé à M. Dureste la lettre suivante :

« Bordeaux, le 25 février 1871.

« Mon cher neveu,

« Pendant cinq mois et demi de pouvoir bien absolu, le soin des affaires publiques m'a tellement absorbé que le temps pour lire un journal quelconque de notre département m'a complètement manqué, et ce n'est qu'aujourd'hui, à mon retour de Paris, qu'ouvrant par hasard le journal les *Côtes du Nord*, j'y lis une lettre dans laquelle tu veux bien réfuter le bruit qu'on a répandu que j'avais vendu la Tour de Cesson, réalisé ce que je possédais en France, et m'étais enfui en Angleterre, emportant la caisse de l'État. Cela t'a singulièrement surpris et blessé ; quant à moi, je n'en suis ni étonné, ni offensé.

« Une longue expérience m'a appris que plus un bruit est absurde et plus, à certains moments, il a chance d'être admis comme une vérité. Il ne faut pas être homme politique et avoir livré sa vie à l'opinion publique pour s'en fâcher. Que les auteurs de ces absurdités ne s'en fassent pas un sujet de triomphe : notre échec ne vient pas de pareilles manœuvres ; il est le fait d'élections retardées et faites dans de malheureuses circonstances. Je n'ai qu'un souhait, c'est que ceux qui nous succèdent soient plus heureux dans l'accomplissement de leur terrible tâche.

« Je quitte le pouvoir sans regret, je le quitte comme aucun ne l'a fait avant moi, n'ayant reçu ni argent, ni faveurs. Quelles que soient les fautes qu'on puisse me reprocher, j'ose affirmer que j'ai



BORDEAUX. — Obsèques de M. Küss, maire de Strasbourg et député de l'Alsace. — M. Gambetta prononce à la gare un discours sur le cercueil.

donné à mon pays tout ce que lui devaient le cœur et l'âme d'un bon citoyen. Bien ou mal, je l'ai servi — je regrette qu'on me force à le dire, — je l'ai servi gratuitement, sans rétribution d'aucune espèce, et s'il est vrai que j'aie emporté une caisse, je déclare que c'est la mienne, mais vidée au service de l'État; je le déclare sans trop espérer que mon exemple soit suivi par les gouvernants et les gouvernements qui me succéderont.

« Tout à toi de cœur.

« AL. GLAIS-BIZOIN. »

OBSÈQUES DE M. KUSS

Le jour où l'Assemblée nationale était forcée de voter l'annexion à la Prusse de l'Alsace et de la Lorraine, M. Küss, maire de Strasbourg et député du Bas-Rhin, mourait de douleur à Bordeaux, dans l'établissement hydrothérapique de Longchamps.

Victime vaincue de son attachement à la patrie française, ce grand citoyen honnête homme succombait au désespoir.

Le lendemain, une foule nombreuse a voulu témoigner toute la douleur, tout le respect et toute l'admiration que lui inspirait la mémoire du chef de la démocratie alsacienne.

Elle a suivi la dépouille mortelle de l'ancien maire de Strasbourg jusqu'à la gare d'Orléans.

Les cordons du poêle étaient tenus par MM. Gambetta, Tachard, Beihmont, députés; Fourcaud, maire de Bordeaux; Barckhausen, préfet de la Gironde.

M. Küss fils, au bras du pasteur Pelissier et suivi de la députation du Bas-Rhin, conduisait le deuil. Le conseil municipal de Bordeaux, un grand nombre de représentants, M. Jules Simon, une foule compacte de Bordelais et d'étrangers accompagnaient le corbillard.

La garde nationale formait la haie.

Dans une chaude allocution, M. le pasteur Pelissier a vivement impressionné l'assistance surtout quand, prenant Dieu à témoin des violences impies dont M. Küss a été la victime, le ministre protestant a attesté l'inaliénable liberté des peuples et de la conscience humaine.

A la gare d'Orléans, M. Gambetta a, dans une digne et belle improvisation rendu un éclatant hommage à l'héroïsme de la ville de Strasbourg, « qui a fait dignement son devoir jusqu'au bout. « Qu'ils se consolent, a-t-il dit, nos frères de l'Alsace et de la Lorraine, qu'ils se consolent en pensant que la France désormais ne saurait avoir « d'autre politique que leur délivrance. »

« Un jour viendra, a-t-il ajouté, où la République victorieuse ira les ressaisir. »

La foule, entraînée par ce langage patriotique, n'a pu maîtriser ses émotions et des cris frénétiques de : *Vive l'Alsace!* ont couvert les dernières paroles de M. Gambetta.

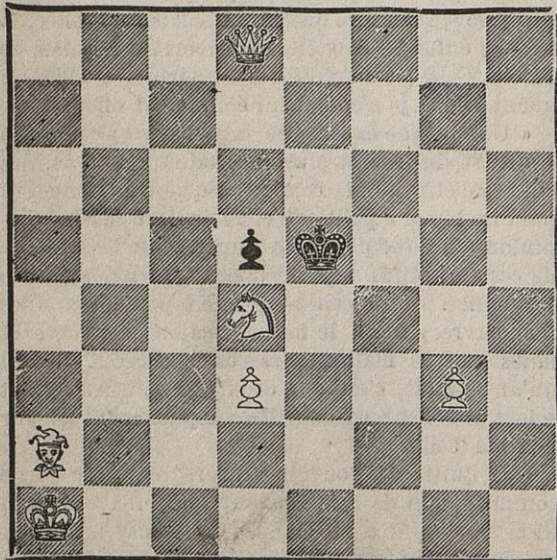
M. Fourcaud a prononcé également quelques paroles émues et, après avoir témoigné les regrets qu'inspirait à tous la mort du grand citoyen dont ils suivaient la dépouille avec une sympathie si ardente, le maire de Bordeaux a revendiqué pour sa ville l'honneur de payer les frais funéraires de cette patriotique et douloureuse cérémonie.

M. V.

ÉCHECS

PROBLÈME N° 363

COMPOSÉ PAR M. WORVEK R



Les blancs font mat en trois coups.

Solution du problème n° 361.

- 1. D 4 T
- 2. P 3 C
- 3. C 2 R
- 4. C 4 FR, échec et mat.

(1)

- 3. F 4 FD, échec
- 4. C 3 FR, double échec et mat.

(2)

- 3. C 5 FR
- 4. F ou C, mat.

P. JOURNOUD.

RÉBUS



EXPLICATION DU DERNIER RÉBUS

La vérité surnage comme l'huile.

LE RÉPARATEUR A BASE DE QUINQUINA, rend progressivement aux cheveux et à la barbe leur couleur primitive. Envoi franco de la BROCHURE, 11, rue de Trévise, Paris.